



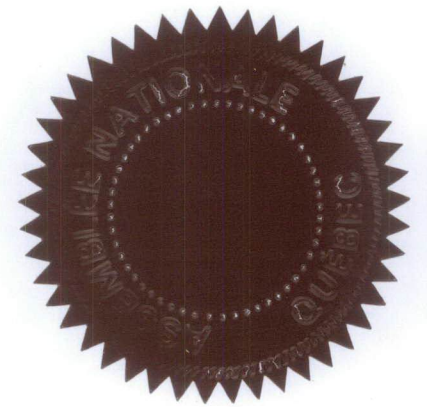
ASSEMBLÉE NATIONALE  
N<sup>o</sup> 437 - 20060615

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - PREMIÈRE SESSION

Commission de l'administration publique

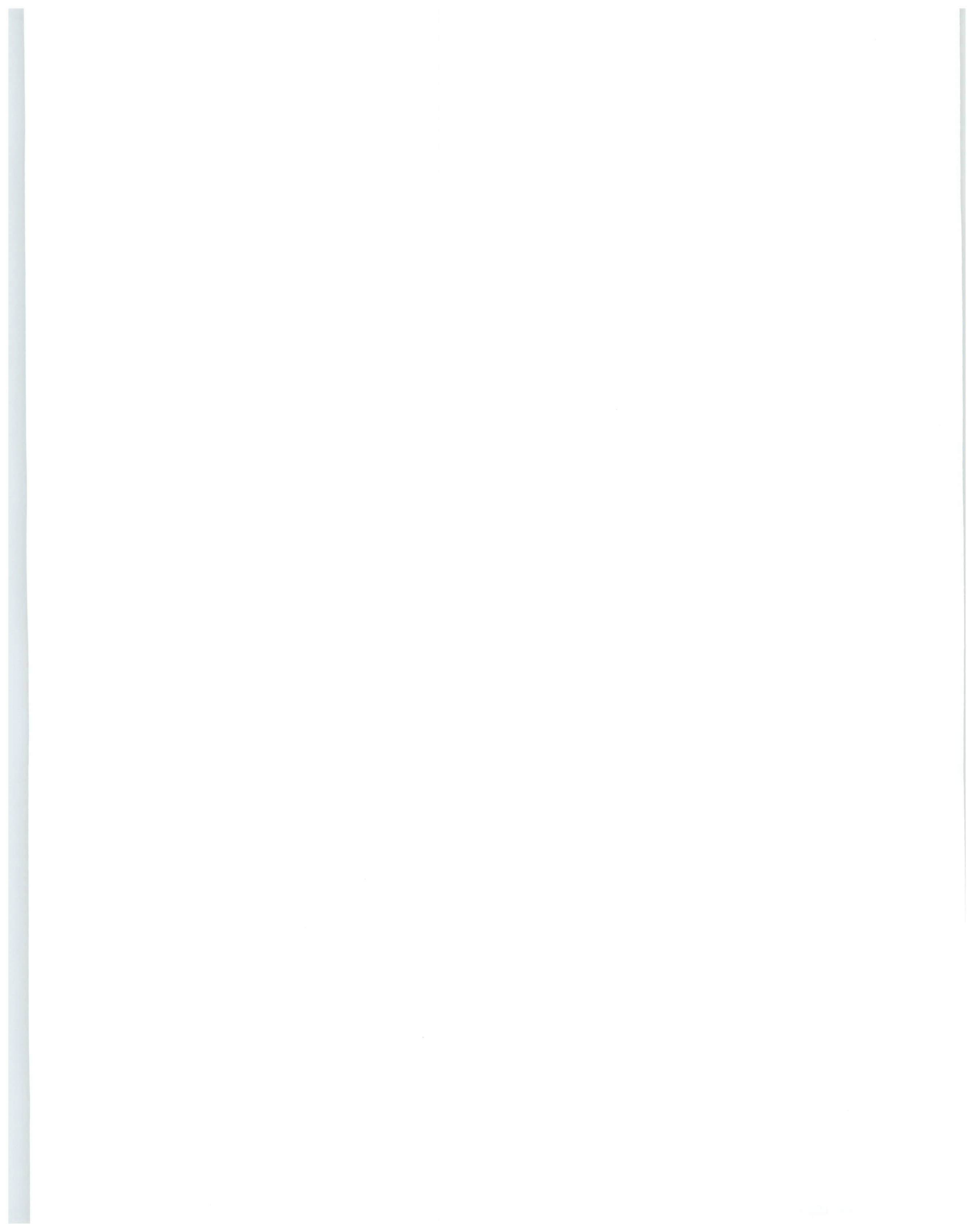
PROCÈS-VERBAL

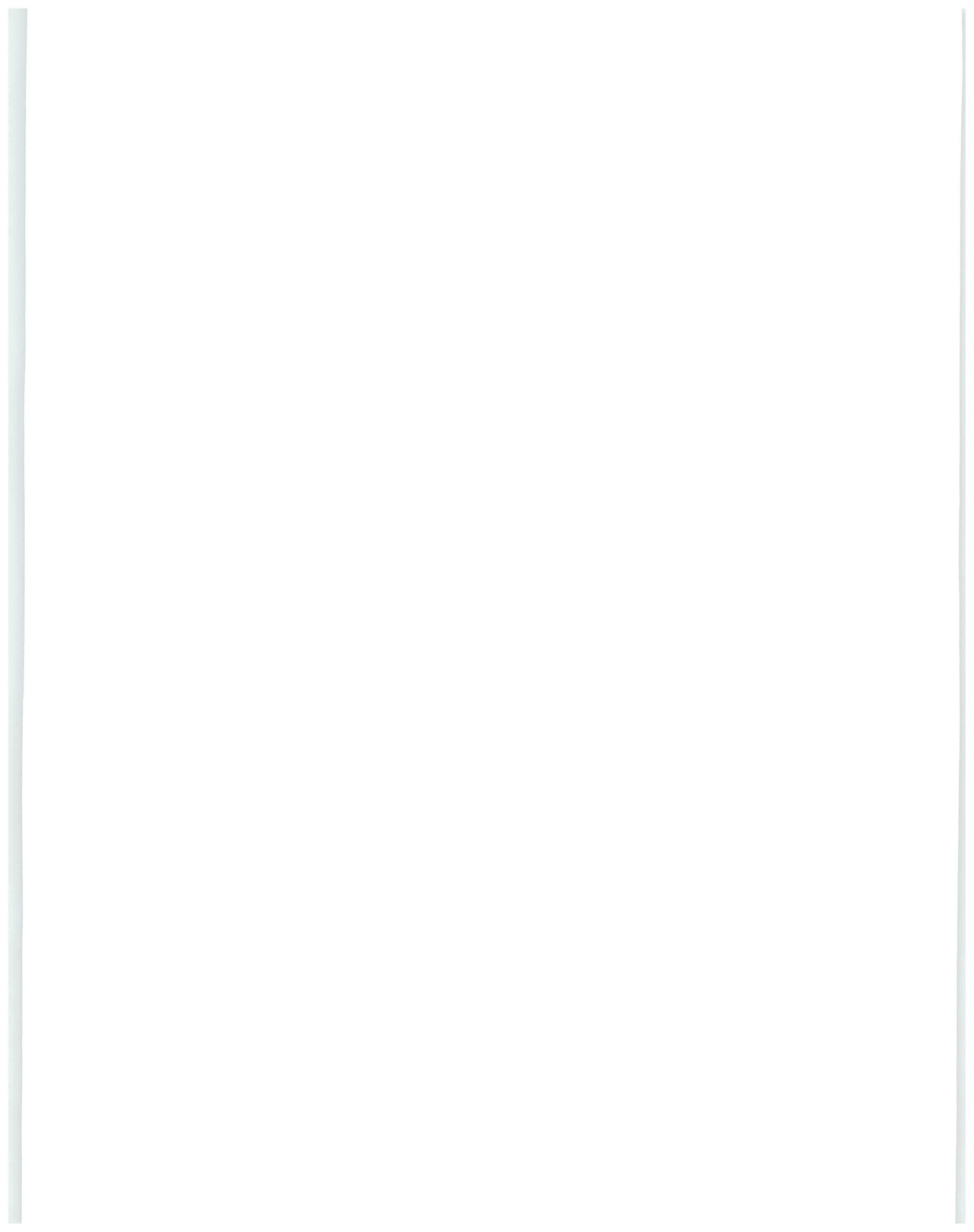
Séance du 9 février 2006



Audition du directeur général du Centre d'expertise hydrique du Québec  
dans le cadre de la vérification des engagements financiers du ministère  
du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs  
pour les mois de juin, octobre et novembre 2005







## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance du jeudi 9 février 2006

Mandat : Audition du directeur général du Centre d'expertise hydrique du Québec dans le cadre de la vérification des engagements financiers du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour les mois de juin, octobre et novembre 2005

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

Mme Hamel (La Peltrie)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Paquin (Saint-Jean)

M. Rioux (Iberville)

M. Tremblay (Lac-Saint-Jean), porte-parole de l'opposition officielle en matière d'environnement, membre temporaire

Témoins (par ordre d'intervention) :

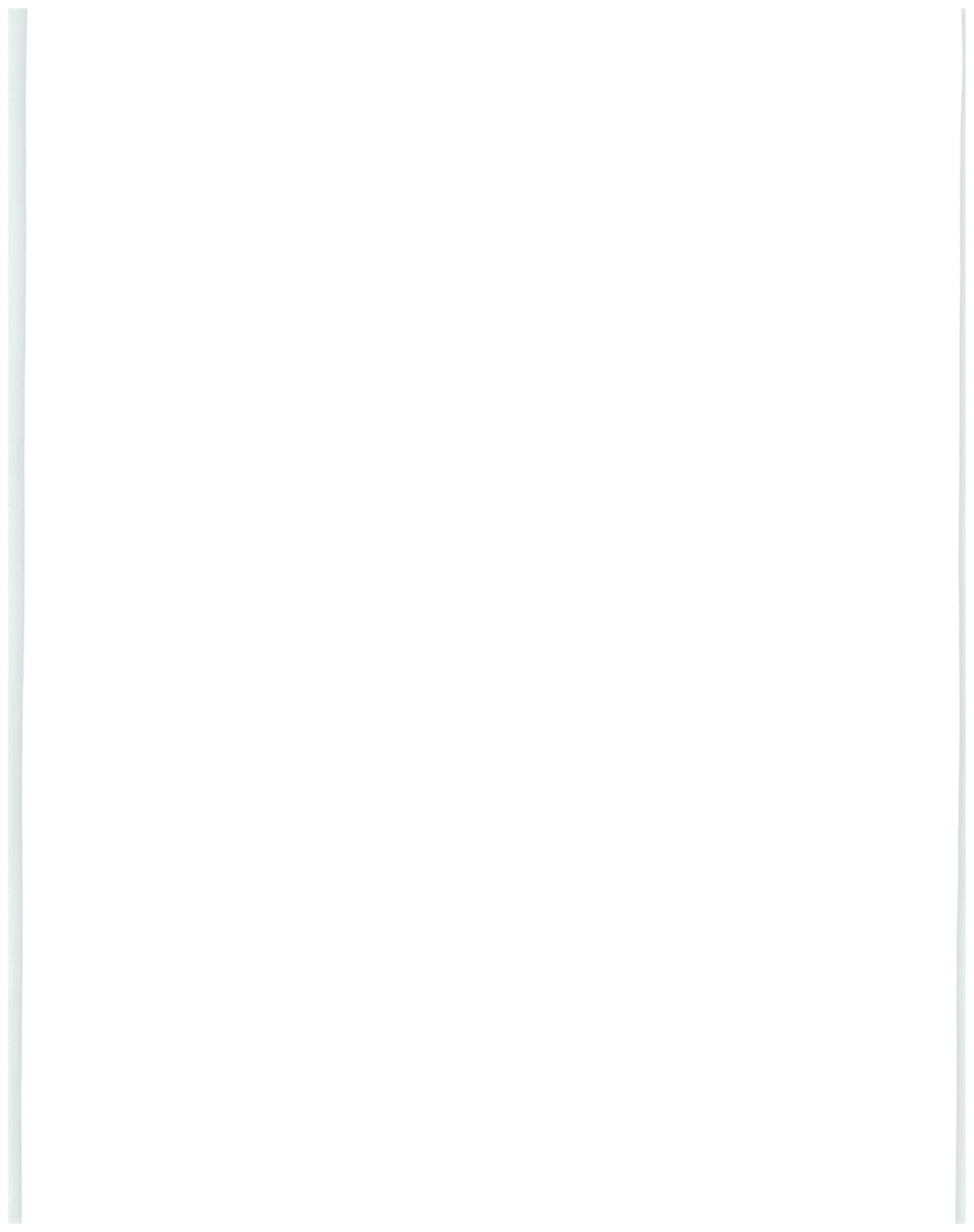
M. Yvon Gosselin, directeur général du Centre

Mme Ginette Giroux, analyste responsable de l'expertise contractuelle au Ministère

M. Réjean Boutet, directeur général de l'administration par intérim au Ministère

---

La Commission se réunit à 10 h 07 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.



## ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

Mme la secrétaire informe la Commission de la participation d'un membre temporaire.

## AUDITION

M. Gosselin fait une présentation du Centre d'expertise hydrique du Québec et explique la gestion des barrages publics, les modalités relatives aux contrats de service et de construction, et le processus d'octroi de contrats en ingénierie et de contrats de construction.

Une discussion s'engage entre les membres de la Commission et les représentants de l'organisme.

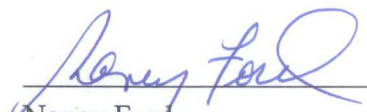
## VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

### Liste des mois de juin, octobre et novembre 2005


Sur motion de Mme la présidente, la Commission considère comme vérifiés les engagements financiers du Centre d'expertise hydrique du Québec contenus dans les listes des mois de juin, octobre et novembre 2005 du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

À 12 h 12, la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de la Commission,

  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

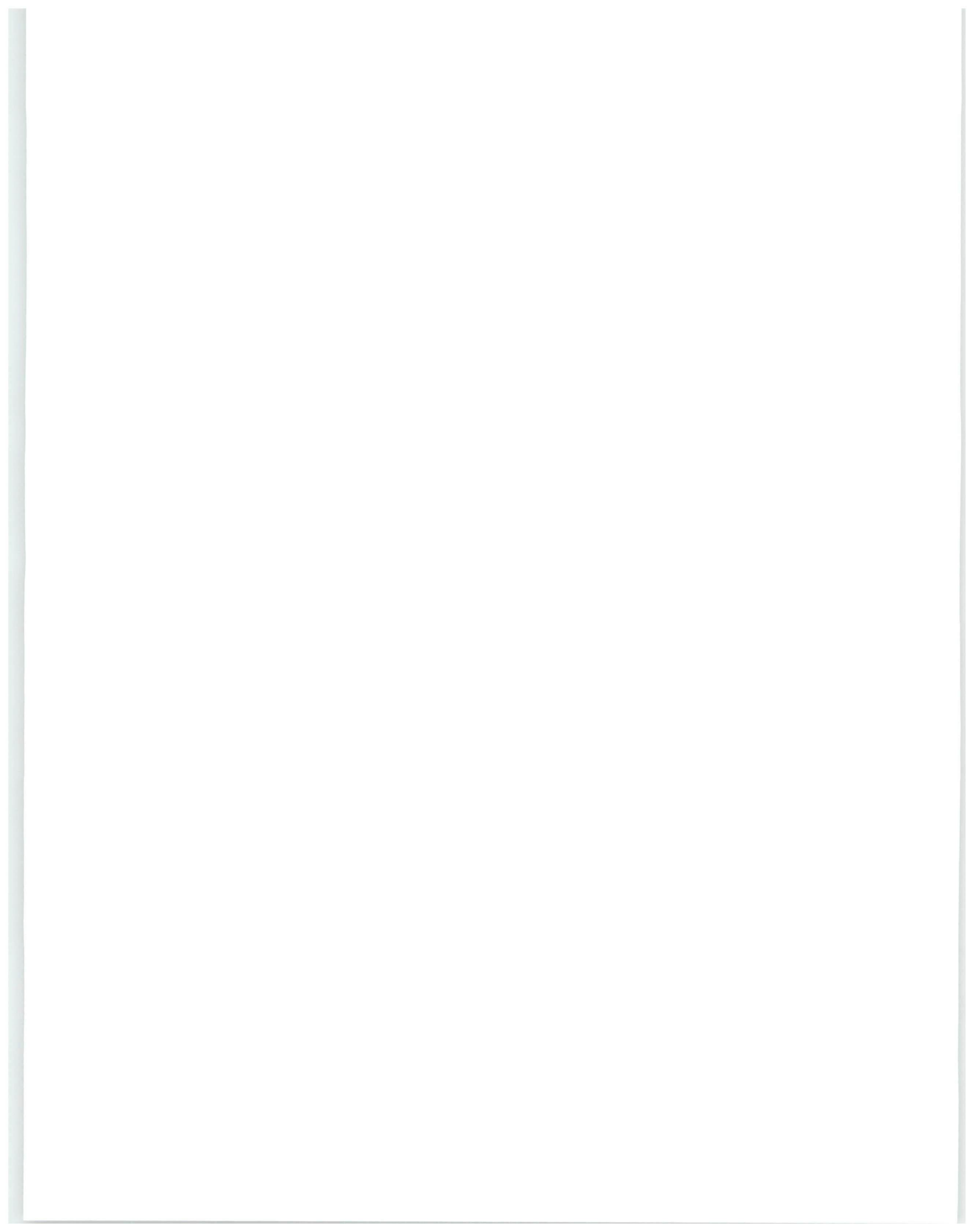
  
Rita Dionne-Marsolais

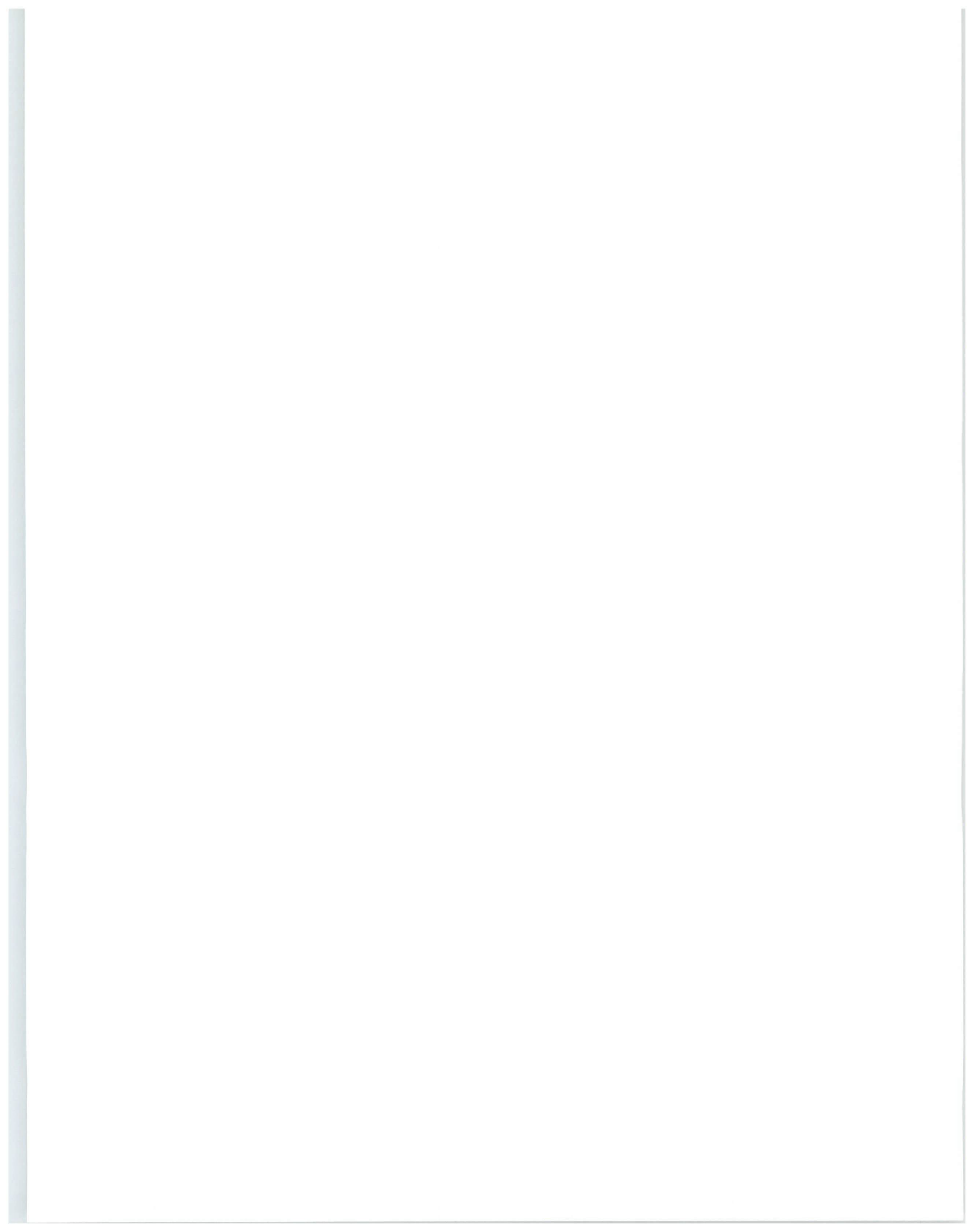
Québec, le 15 février 2006



ANNEXE I

Procès-verbaux des séances de travail de  
vérification des engagements financiers









TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - PREMIÈRE SESSION

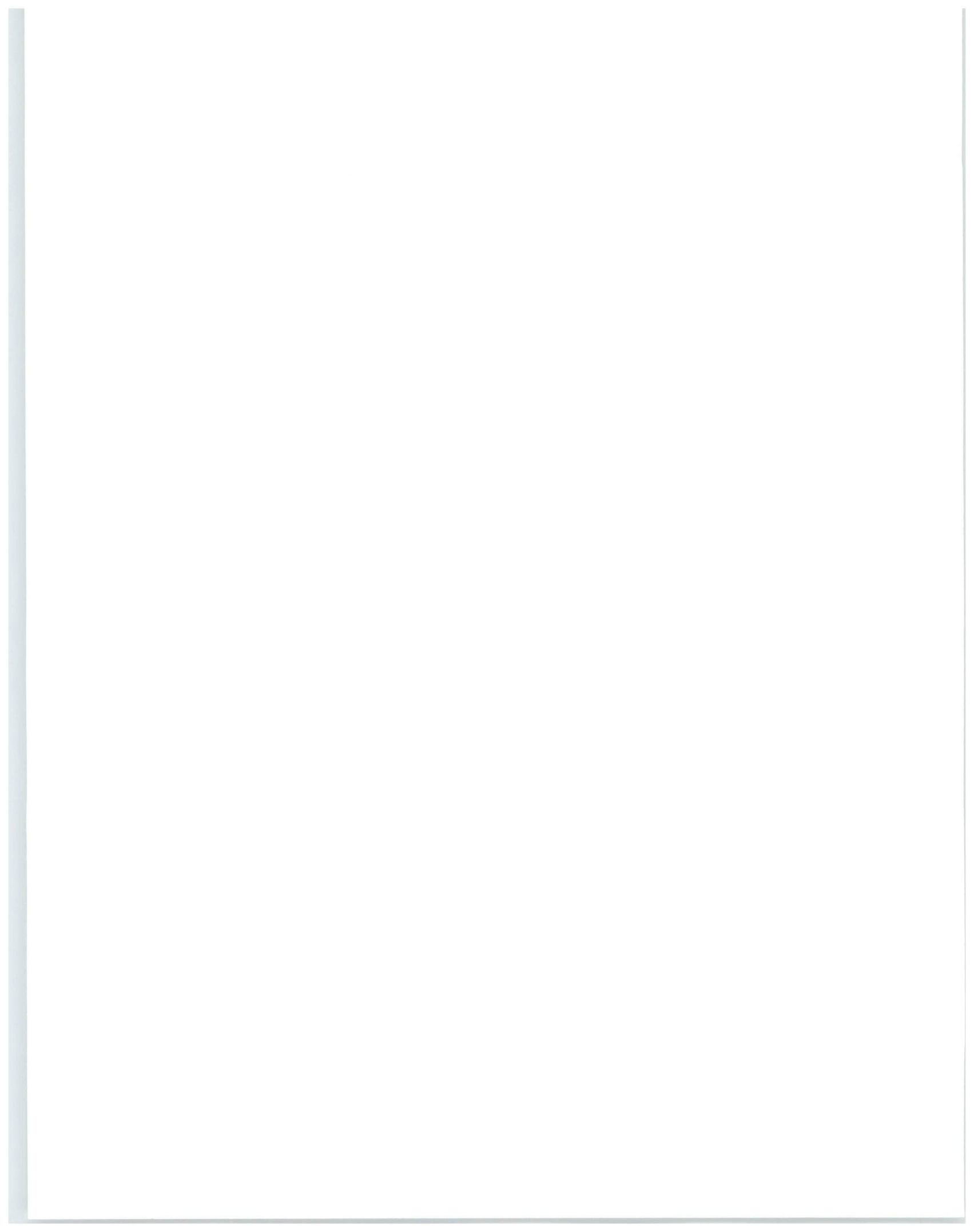
Commission de l'administration publique

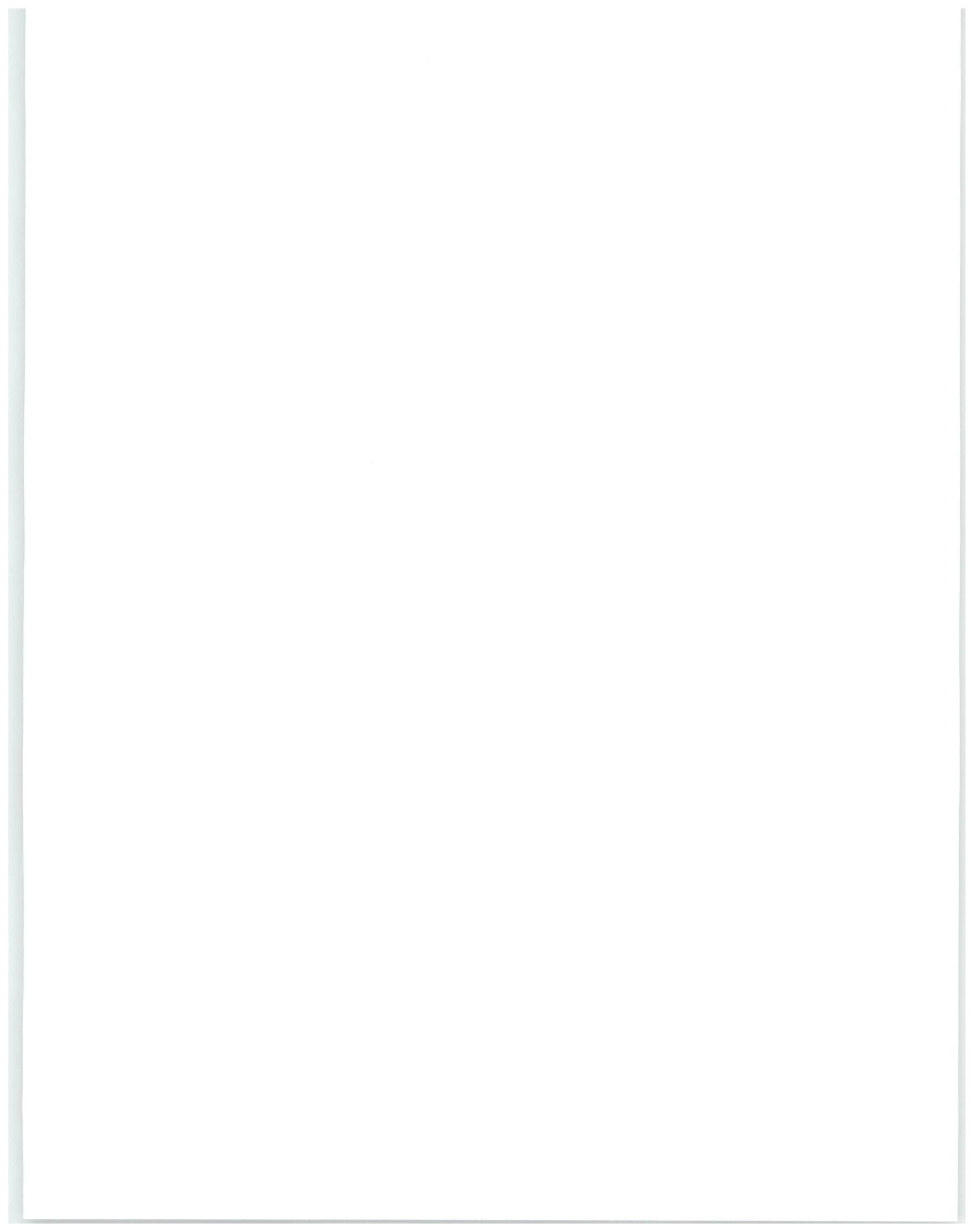
PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 24 janvier 2006

Vérification des engagements financiers des ministères







## PROCÈS-VERBAL

### Commission de l'administration publique

Séance de travail du mardi 24 janvier 2006

Mandat : Vérification des engagements financiers des ministères et examen des rapports annuels de gestion des ministères et des organismes

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Paquet (Laval-des-Rapides)

M. Rioux (Iberville)

Mme Vermette (Marie-Victorin)

Autre participant :

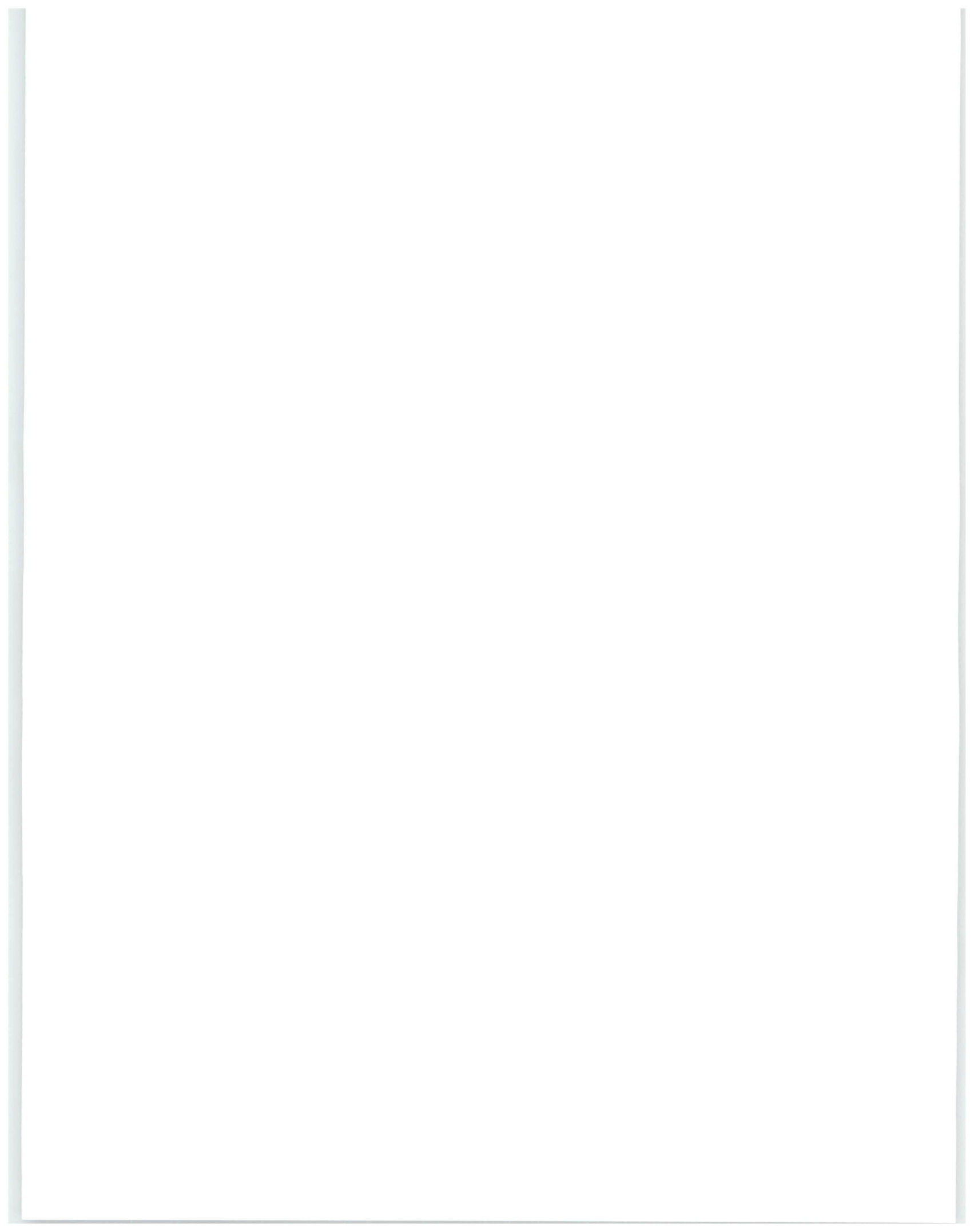
M. Jacques Gagnon, recherchiste, Service des études documentaires de l'Assemblée nationale

---

La Commission se réunit à 10 heures sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente rappelle l'objet de la séance. Puis elle fait le point sur l'état d'avancement du dossier concernant l'obtention des listes d'engagements financiers en format électronique. Au cours des prochains mois, les engagements financiers de tous les ministères et organismes pourraient se retrouver sur le site greffier de l'Internet de l'Assemblée nationale, pour consultation rapide et à distance, étant entendu que la copie papier sera maintenue pour les séances de travail de la Commission.



## VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les réponses aux questions transmises aux ministères lors de la dernière séance de vérification d'engagements financiers par la Commission, de même que sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.

Il est convenu de suspendre la vérification des engagements financiers concernant le Centre d'expertise hydrique du Québec, agence qui relève du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, et d'inviter cette direction à venir expliquer ses mandats, ses activités, son champ de compétence et son fonctionnement aux membres de la Commission lors d'une prochaine séance sur les engagements financiers.

Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

### **MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

*Juin 2005, août 2005 et septembre 2005.*

#### ***Régie du logement***

*Octobre 2005.*

### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

*Juin 2005, septembre 2005 et novembre 2005.*

#### ***Commission de la protection du territoire agricole du Québec***

*Novembre 2005*

### **CONSEIL DU TRÉSOR**

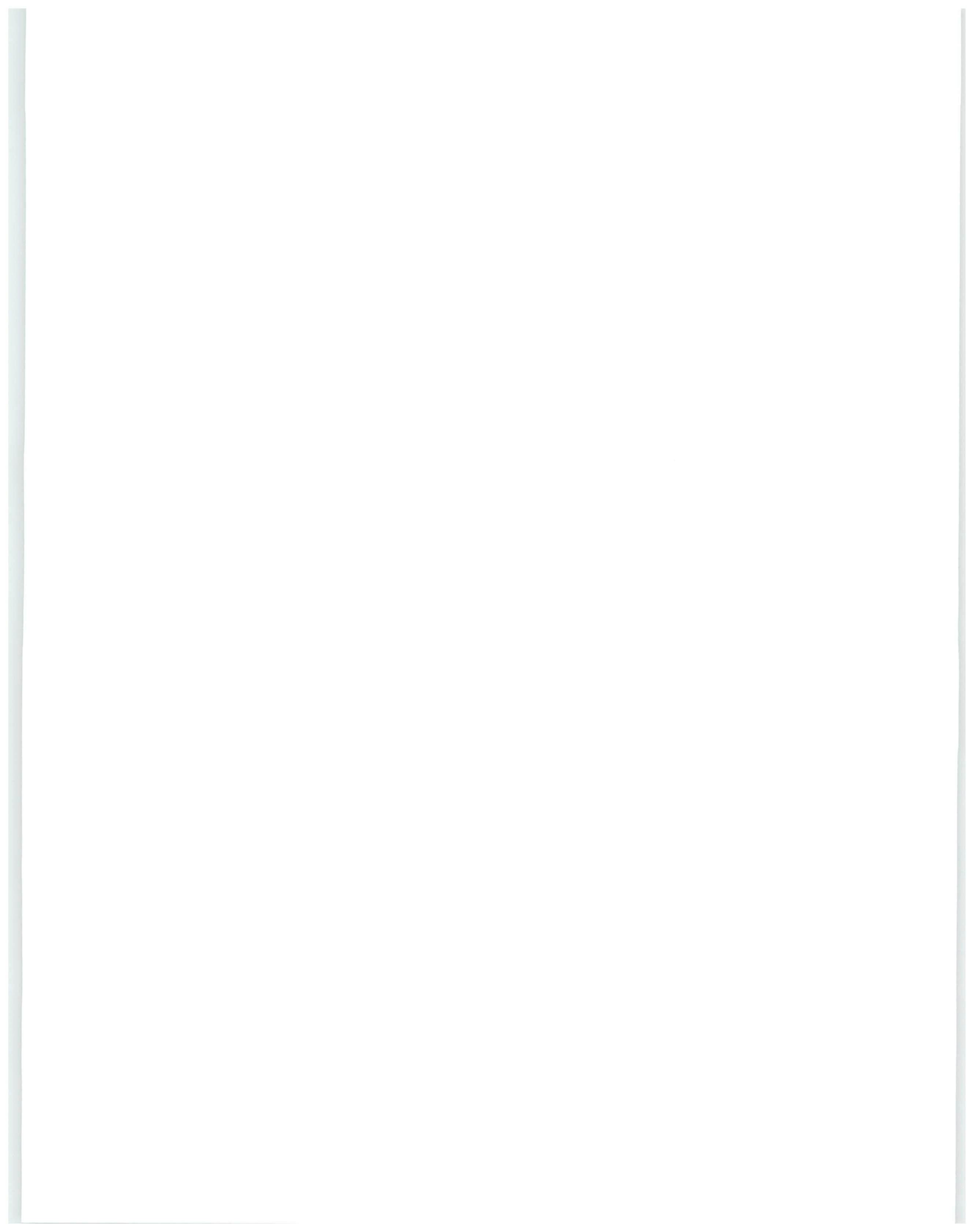
*Novembre 2005.*

### **MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

*Mars 2005 et avril 2005.*

### **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

*Avril 2005, mai 2005, juin 2005, août 2005 et octobre 2005.*



**CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**

*Avril 2005, mai 2005 et juillet 2005.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS**

*Novembre 2005.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**

*Mars 2005 (secteur : Recherche, Science et Technologie, Industrie et Commerce et Administration), juillet 2005, août 2005 (question générale), novembre 2005, mars 2005 (amendement) et mai 2005 (amendement).*

**DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**

*1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 juin 2005.*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DU LOISIR**

*Août 2005.*

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

*Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du Québec*

*Juin 2005, août 2005, septembre 2005 et novembre 2005.*

*Fonds de développement du marché du travail (Emploi-Québec)*

*Mai 2005 et octobre 2005.*

**MINISTÈRE DES FINANCES**

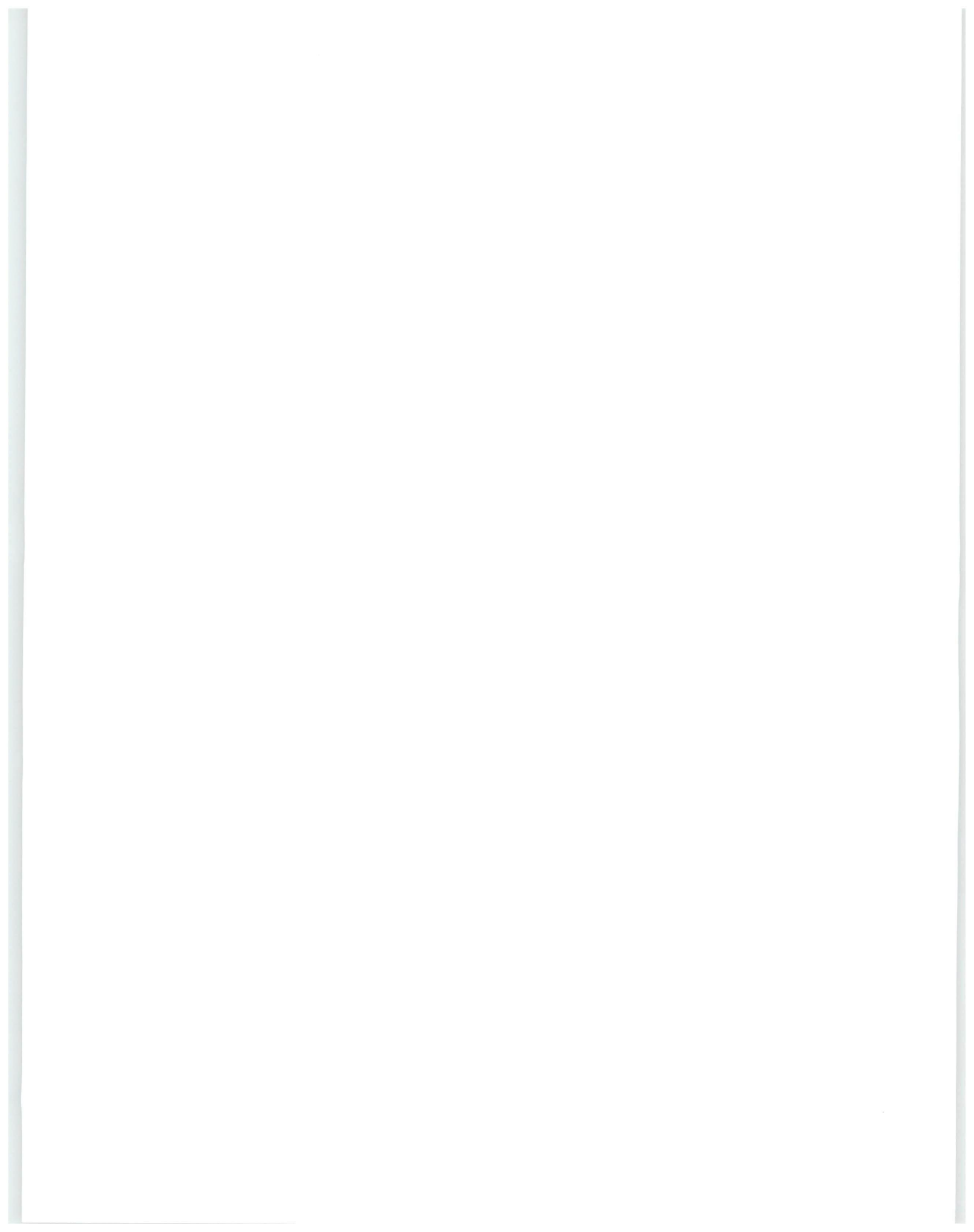
*Mars 2005, mai 2005, juin 2005, juillet 2005, août 2005, septembre 2005 et octobre 2005.*

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

*Août 2005 et novembre 2005.*

**PROTECTEUR DU CITOYEN**

*Janvier, février et mars 2004. Juillet, août et septembre 2004. Octobre, novembre et décembre 2004.*



**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

*Septembre 2005 et novembre 2005.*

**MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

*Agence de l'efficacité énergétique*

*Mai 2003(amendement ajout).*

*Fonds d'information géographique*

*Avril 2003 (amendement ajout – août 2005).*

*La Financière agricole-financement forestier*

*Novembre 2005.*

*Fonds forestier*

*Septembre 2005 (amendement).*

**MINISTÈRE DU REVENU**

*Mai 2005, juin 2005, septembre 2005 et novembre 2005.*

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

*Février 2005, avril 2005, mai 2005, juillet 2005, août 2005 et novembre 2005.*

*Office des personnes handicapées du Québec*

*Novembre 2005.*

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

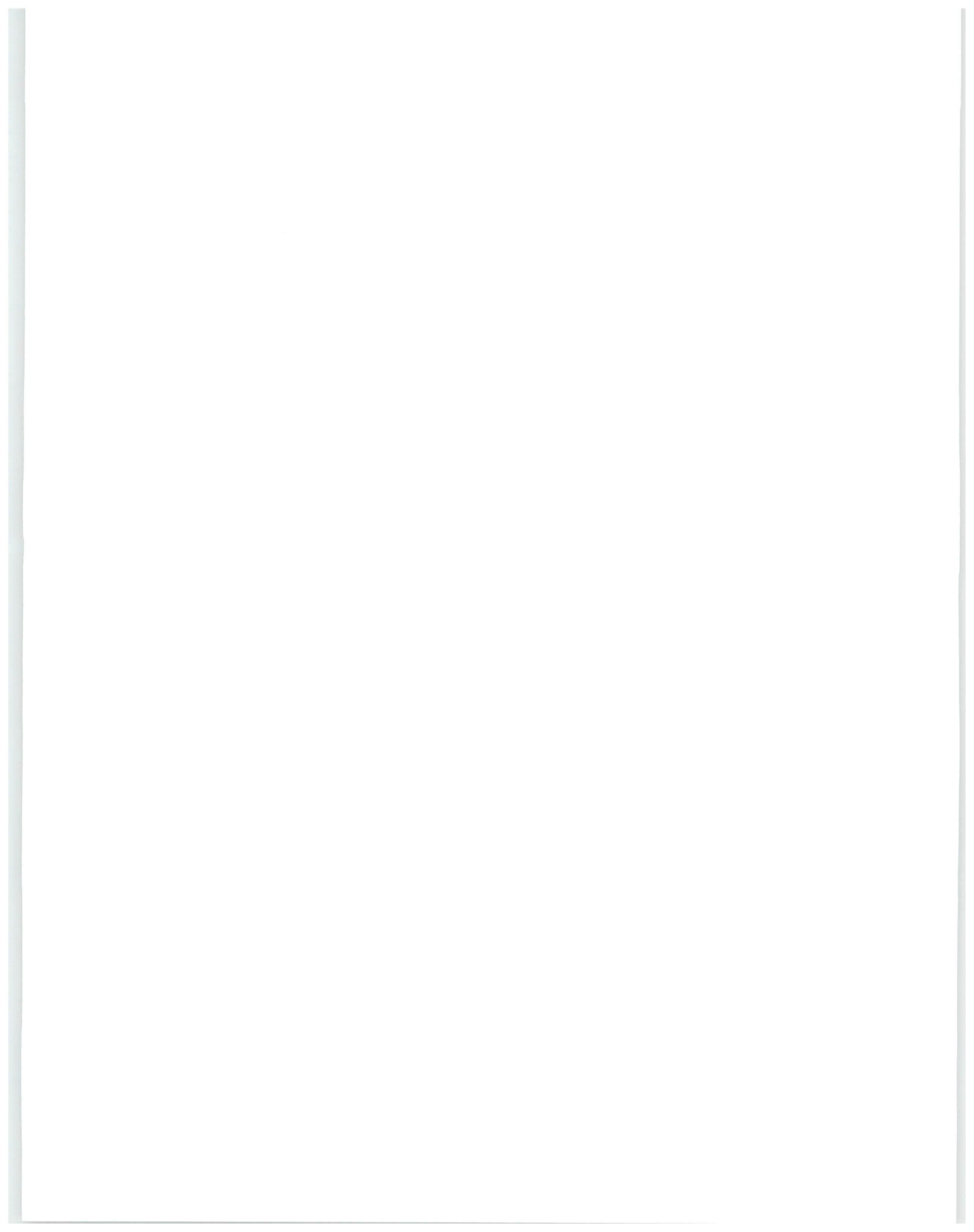
*Septembre 2005, mars 2005 (ajout), avril 2005, juin 2005 et octobre 2005.*

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

*Août 2005, septembre 2005 et octobre 2005.*

**MINISTÈRE DU TOURISME**

*Mai 2005, juillet 2005 et août 2005.*



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

*Novembre 2005.*

***Fonds cons. amélioration du réseau routier***

*Novembre 2005.*

***Fonds de gestion de l'équipement roulant***

*Août 2005.*

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

*Août 2005, septembre 2005 et novembre 2005.*

***Commission de l'équité salariale***

*Novembre 2005.*

***Conseil des services essentiels***

*Novembre 2005.*

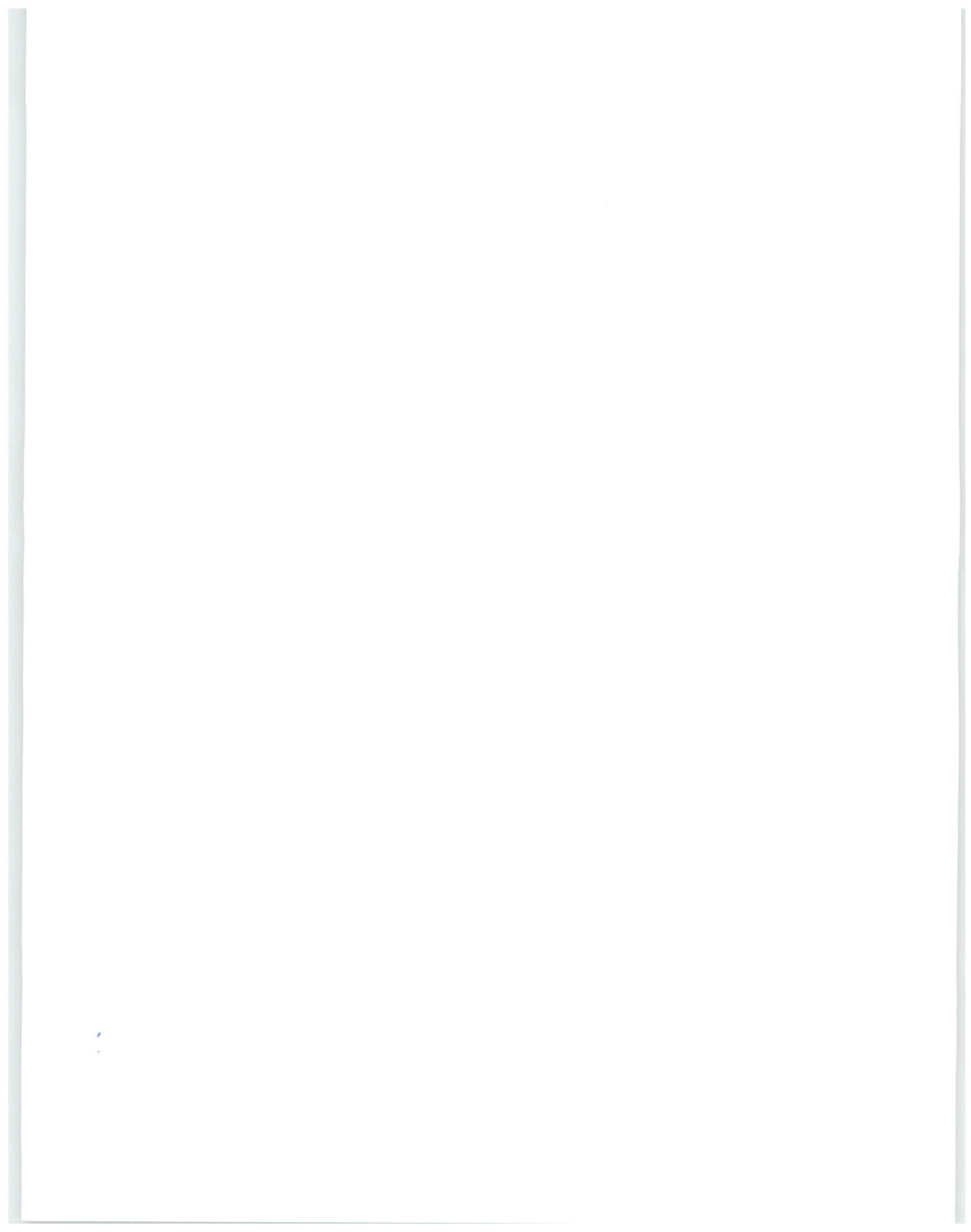
***Régie du bâtiment du Québec***

*Novembre 2005.*

**EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DE GESTION  
DES MINISTÈRES ET ORGANISMES**

M. Gagnon, chercheur, présente le document qu'il a préparé à la demande de la Commission, qui comprend une analyse sommaire de huit rapports annuels de gestion et une appréciation globale de la qualité de la reddition de comptes en regard de critères approuvés antérieurement par les membres de la Commission. Il s'agit des critères suivants :

- Cohérence de l'information avec les autres documents;
- Fournir les renseignements de base pour l'analyse de la performance;
- Résultats atteints et leur mise en contexte;
- Révéler le degré de satisfaction de la clientèle;
- Expliquer les liens entre les coûts, les activités, les produits et services et les résultats;
- Faire état des correctifs ou des solutions de rechange;



- Traiter de la capacité de l'entité de maintenir et d'améliorer ses résultats.

Les huit entités dont les rapports annuels de gestion ont été examinés sont les suivantes :

- ministère des Affaires municipales et des Régions;
- ministère des Relations internationales;
- ministère des Ressources naturelles et de la Faune;
- ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine;
- Régie du cinéma;
- Commission de la fonction publique;
- Curateur public;
- Corporation d'Urgences-santé.

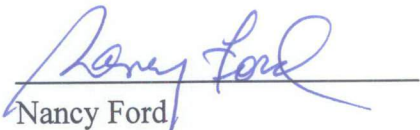
Les membres de la Commission conviennent de tenir des auditions publiques pour examiner les rapports annuels de gestion du ministère des Relations internationales et du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine.

Pour ce qui concerne la Corporation d'Urgences-santé, il est convenu d'attendre le dépôt de l'enquête se rapportant à son administration, son organisation et son fonctionnement pour prendre une décision quant à la pertinence d'une audition.

Il est également convenu d'adresser une lettre au ministère des Ressources naturelles et de la Faune, au ministère des Affaires municipales et des Régions, au Curateur public et à la Commission de la fonction publique, afin de leur souligner certains éléments qui devraient être améliorés dans leur rapport annuel de gestion.

À 14 h 30, la Commission ajourne ses travaux sine die.

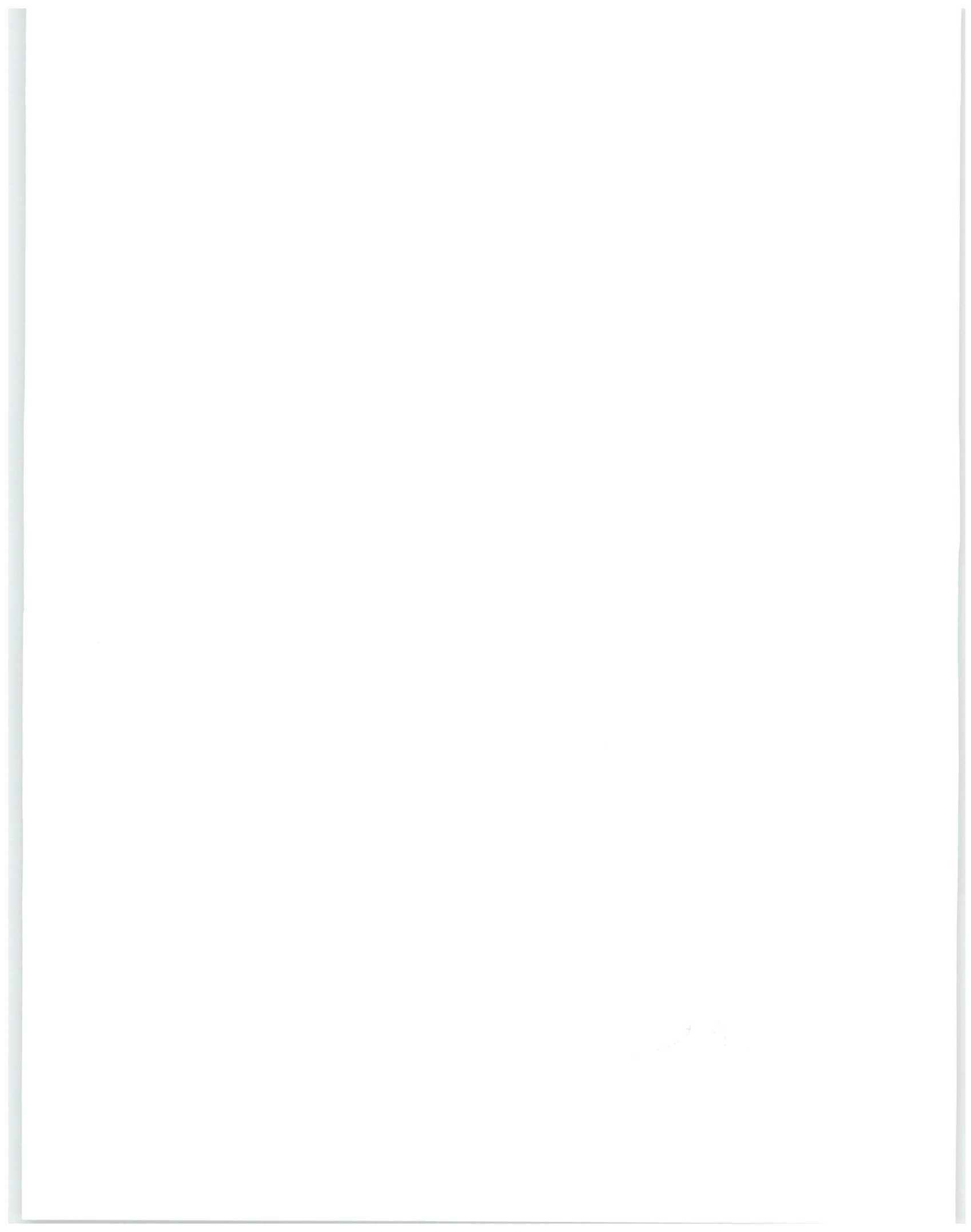
La secrétaire de Commission,

  
Nancy Ford

Québec, le 26 janvier 2006

La présidente de la Commission,

  
Rita Dionne-Marsolais





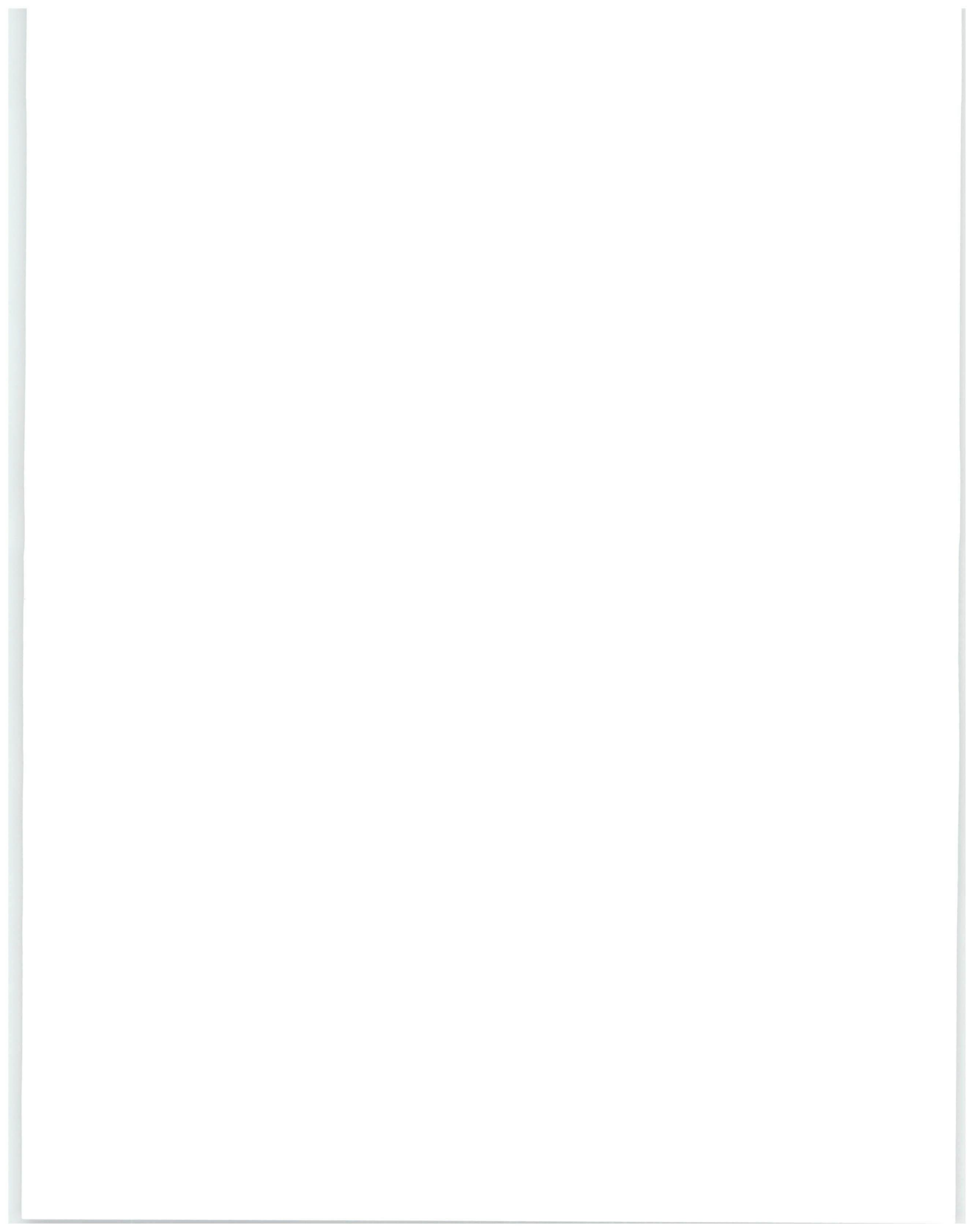
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - PREMIÈRE SESSION

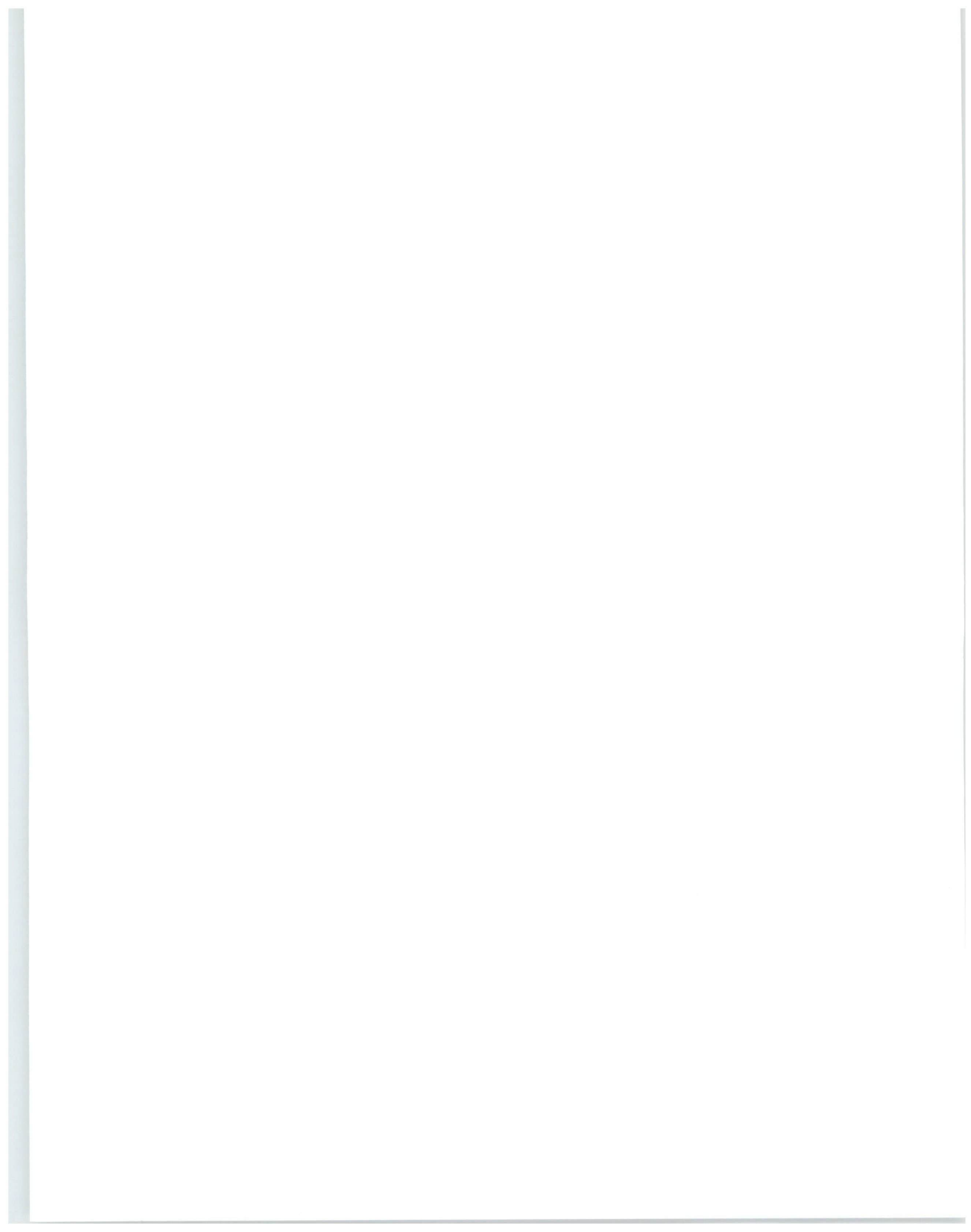
Commission de l'administration publique

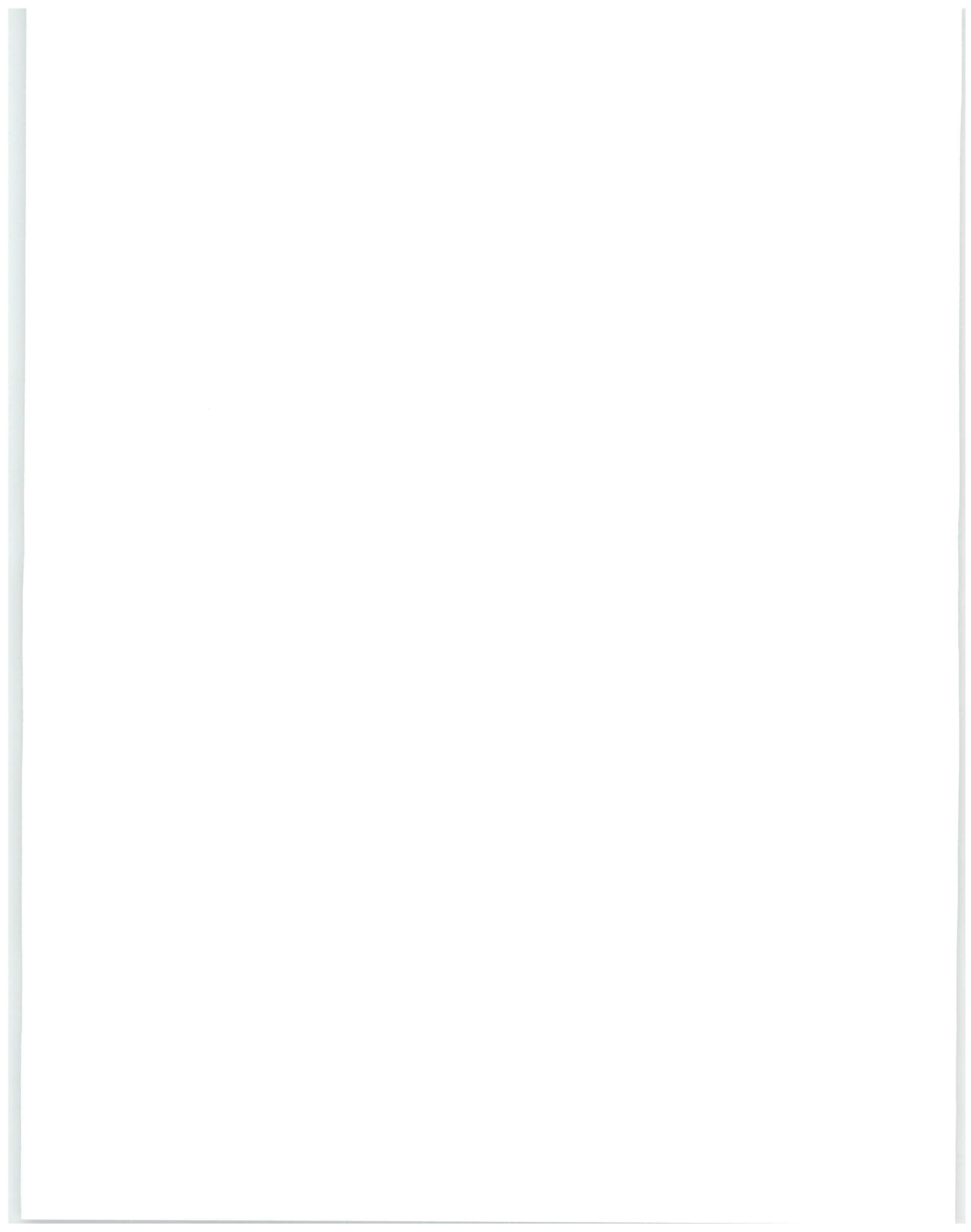
PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 23 février 2006

Vérification des engagements financiers des ministères







## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du jeudi 23 février 2006

Mandat : Vérification des engagements financiers des ministères

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bordeleau (Acadie)

M. Rioux (Iberville)

Mme Vermette (Marie-Victorin)

---

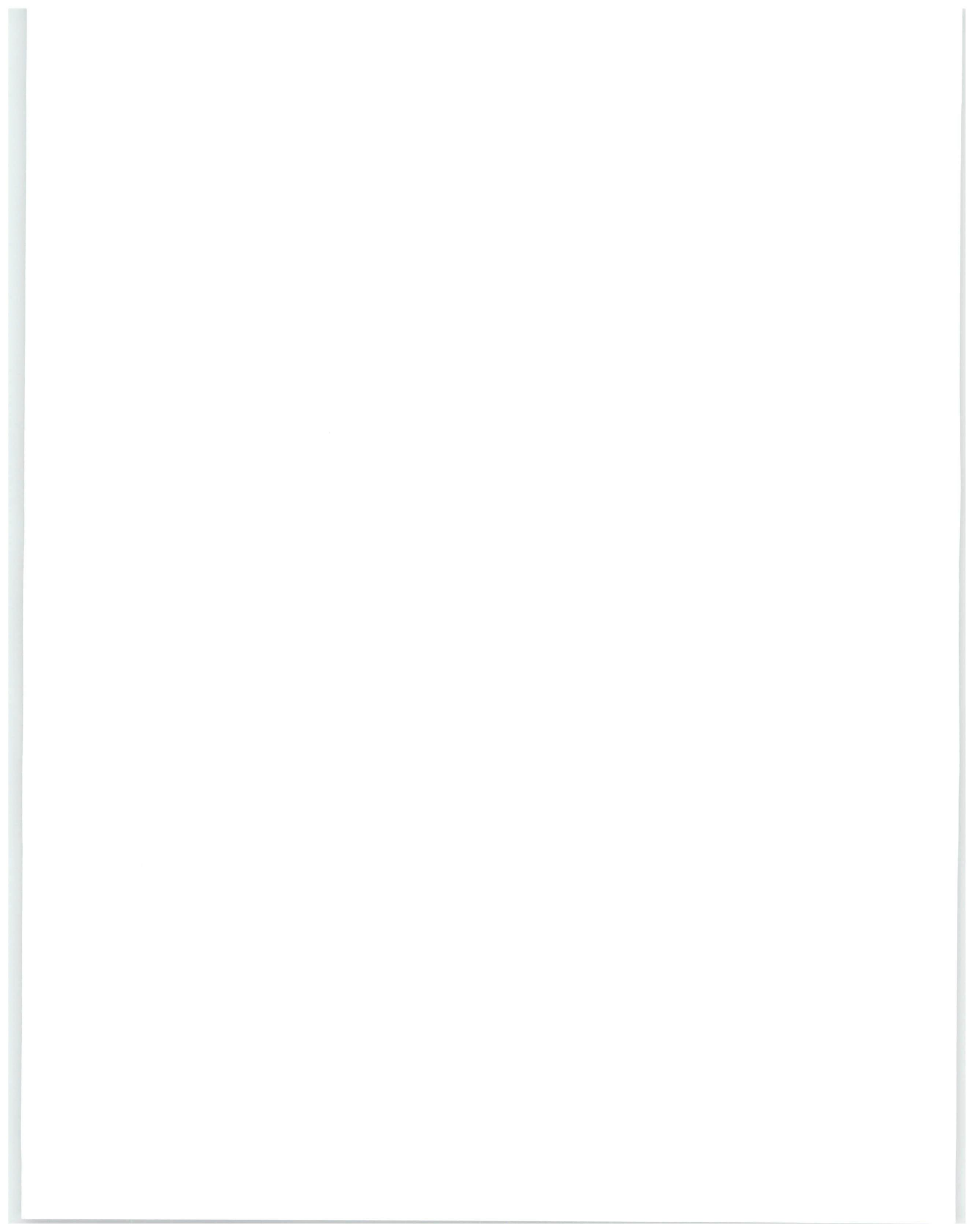
La Commission se réunit à 9 h 30 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente rappelle l'objet de la séance.

### VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les réponses aux questions transmises aux ministères lors de la dernière séance de vérification d'engagements financiers par la Commission, de même que sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.



Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

**CONSEIL DU TRÉSOR**

*Code 160 : Mai 2005.*

**CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC**

*Code 560 : Septembre 2005 et octobre 2005.*

**DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**

*Code 630 1<sup>er</sup> juillet 2005 au 30 septembre 2005.*

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

*Code 050 : Février 2005.*

*Code 510 : Novembre 2005.*

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

*Code 080 : Mai 2005.*

*Code 328 : Décembre 2005.*

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

*Code 010 Septembre 2005.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS**

*Code 380 Avril 2001 (amendement), octobre 2005 et décembre 2005.*

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**

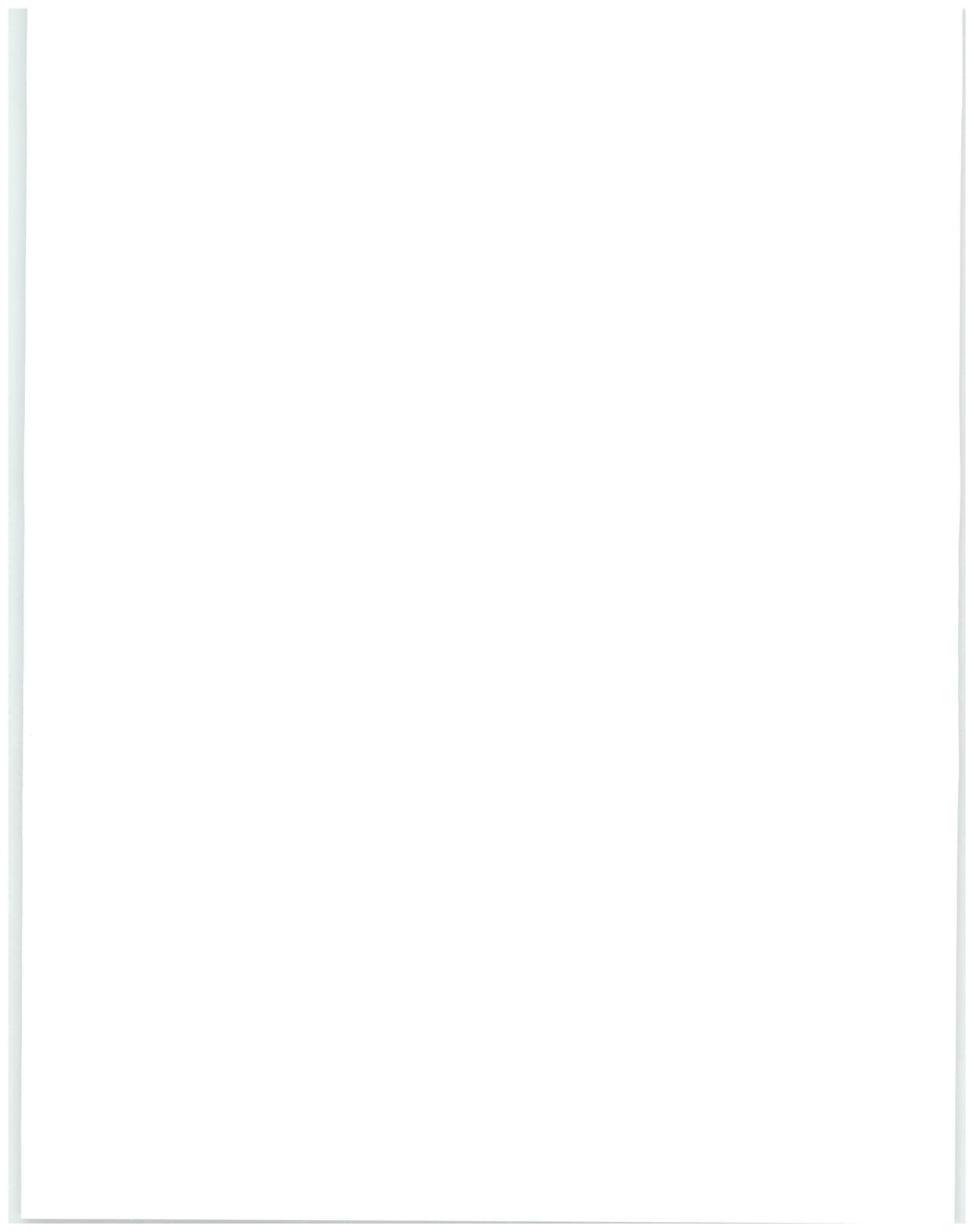
*Code 280 Septembre 2005, mai 2005 (SACA).*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DU LOISIR**

*Code 350 Octobre 2005 et décembre 2005.*

**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

*Code 801 Mai 2005 et décembre 2005.*



**MINISTÈRE DES FINANCES**

*Code 210    Février 2005 et novembre 2004.*

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

*Code 400    Décembre 2005.*

**MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES**

*Code 030    Décembre 2005.*

**MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

*Code 600    Avril 2005 et octobre 2005.*

**MINISTÈRE DU REVENU**

*Code 440 :    Octobre 2005.*

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

*Code 095    Mars 2005 (ajout).*

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

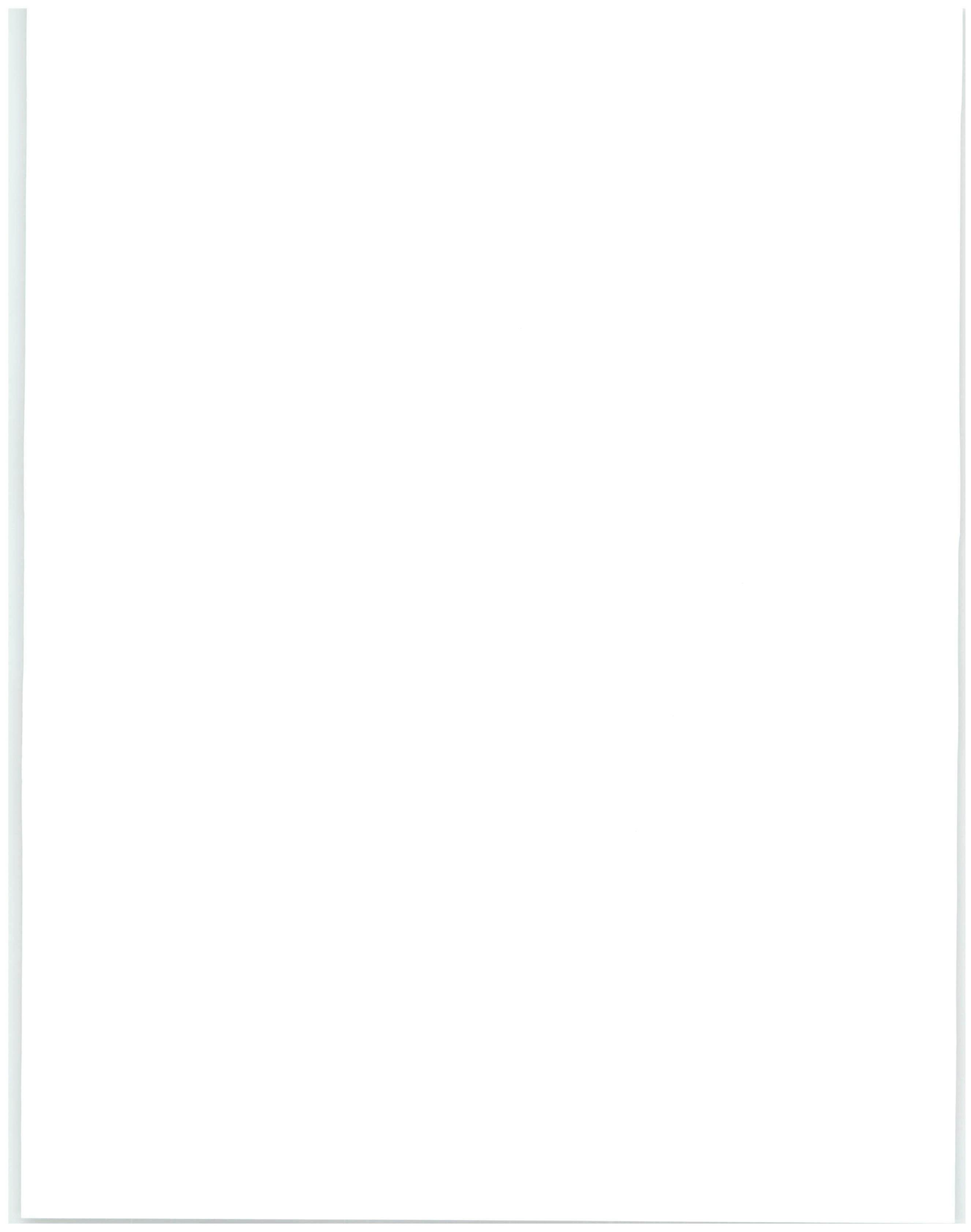
*Code 040 :    Novembre 2005.*

**MINISTÈRE DU TOURISME**

*Code 814 :    Avril 2005.*

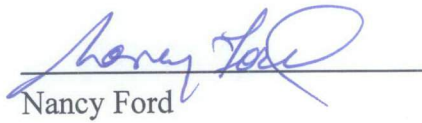
**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

*Codes 075, 278, 292, 366 :    Décembre 2005.*



À 12 heures, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 13 h 30, alors qu'elle entreprendra un autre mandat.

La secrétaire de Commission,

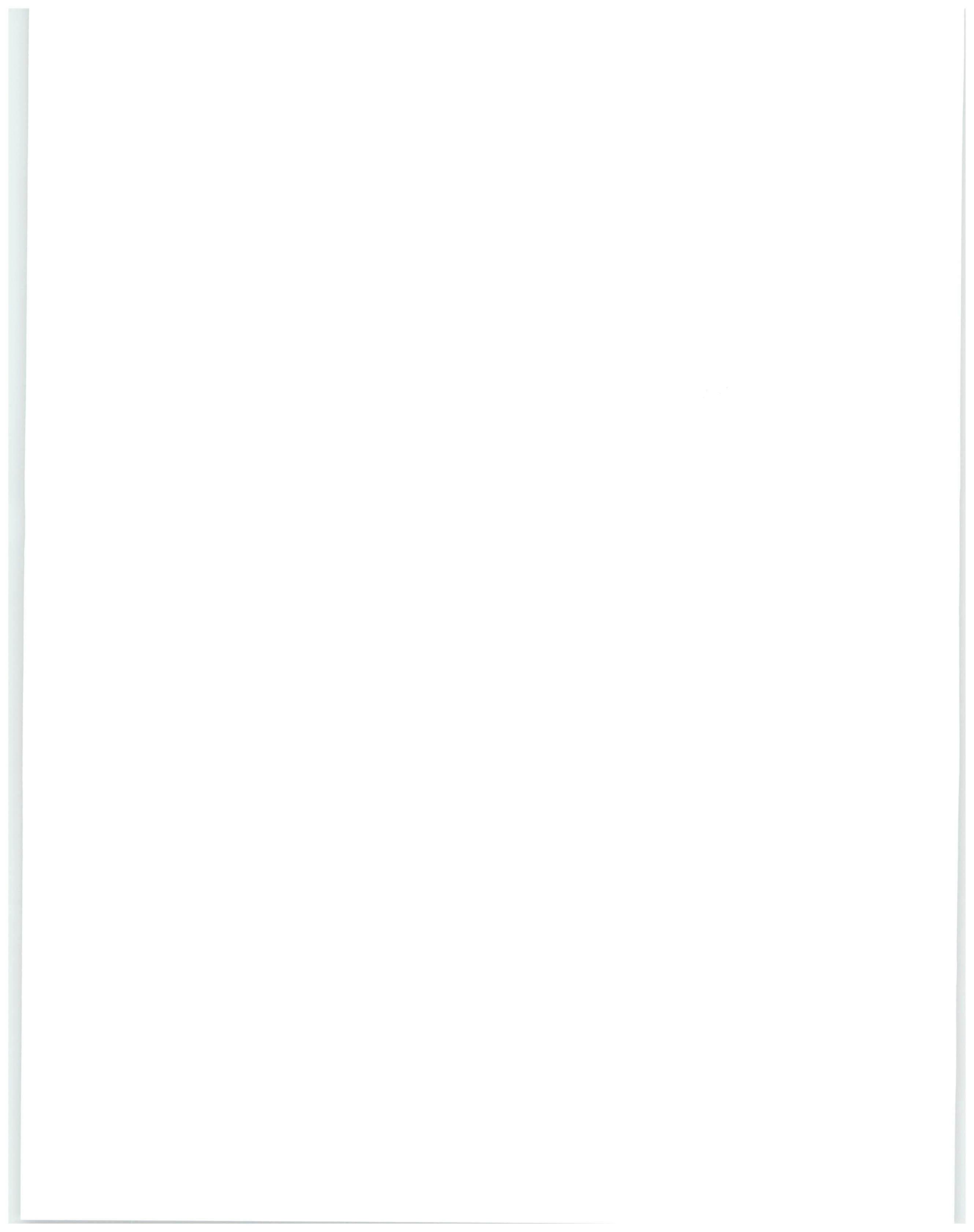
  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 7 mars 2006

NF/DF





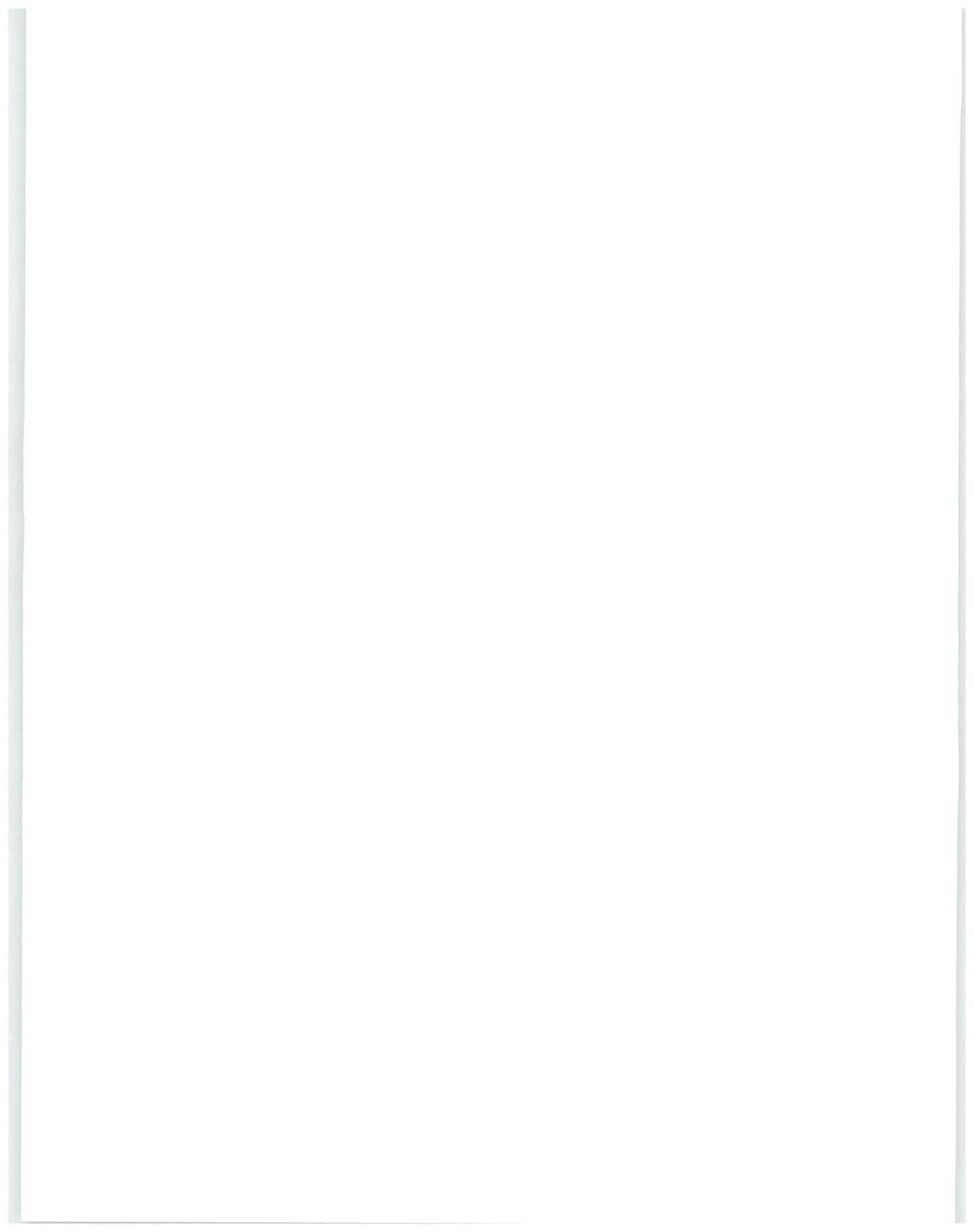
TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE - DEUXIÈME SESSION

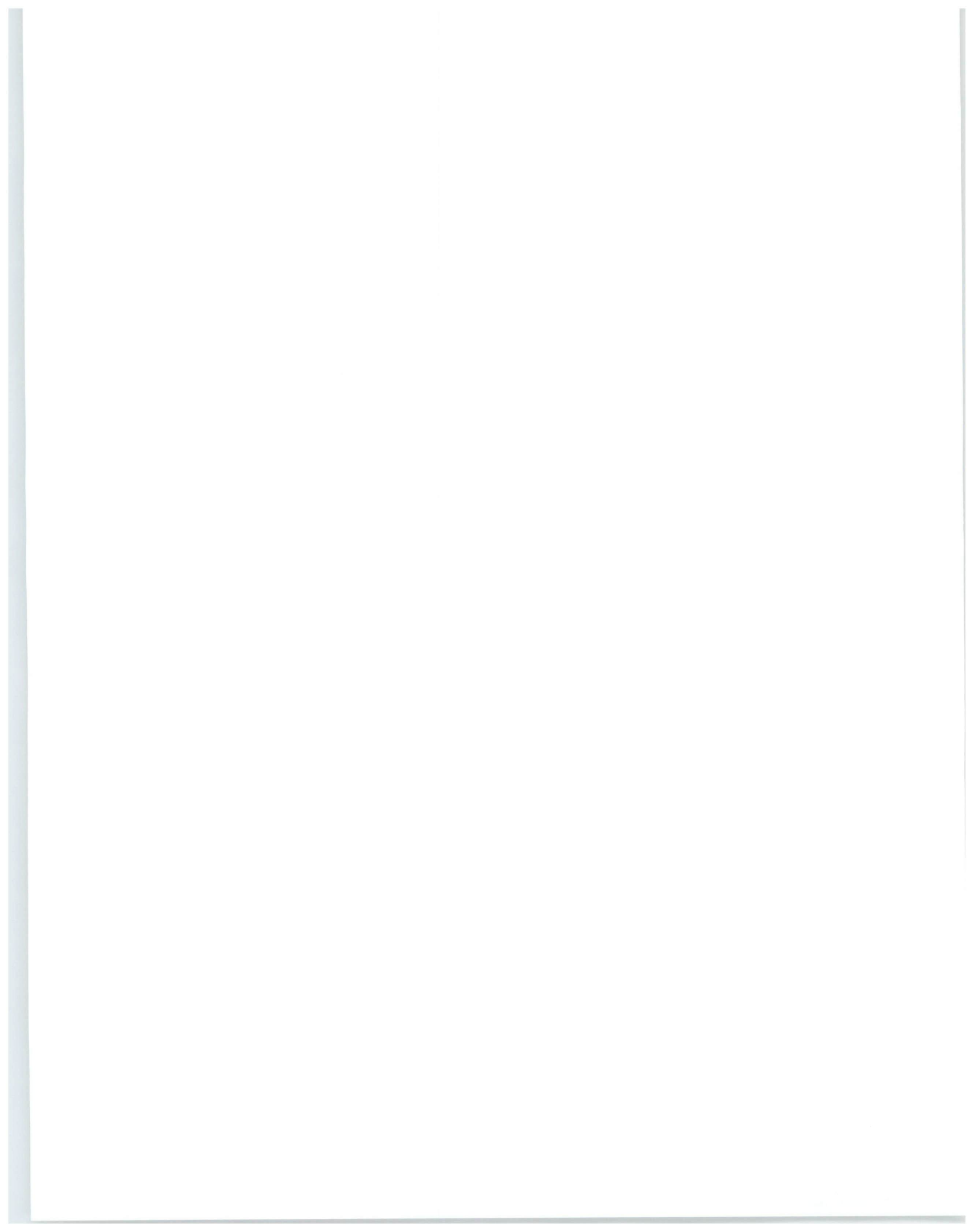
Commission de l'administration publique

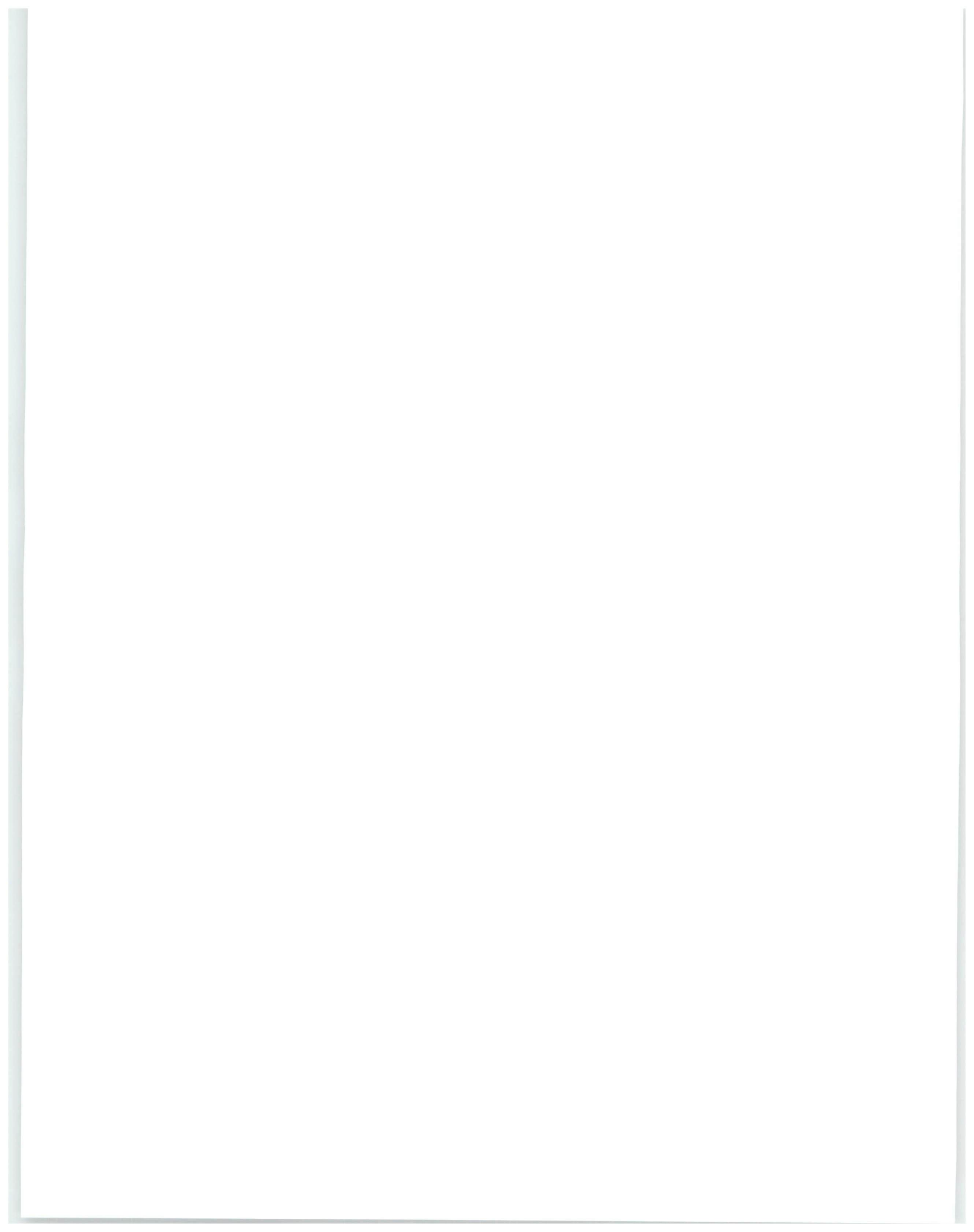
PROCÈS-VERBAL

Séance de travail du 5 avril 2006

Vérification des engagements financiers des ministères







## PROCÈS-VERBAL

Commission de l'administration publique

Séance de travail du mercredi 5 avril 2006

Mandat : Vérification des engagements financiers des ministères

Membres présents :

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission

Mme Perreault (Chauveau), vice-présidente de la Commission

M. Bordeleau (Acadie)

Mme Gaudet (Maskinongé)

Mme Maltais (Taschereau)

M. Rioux (Iberville)

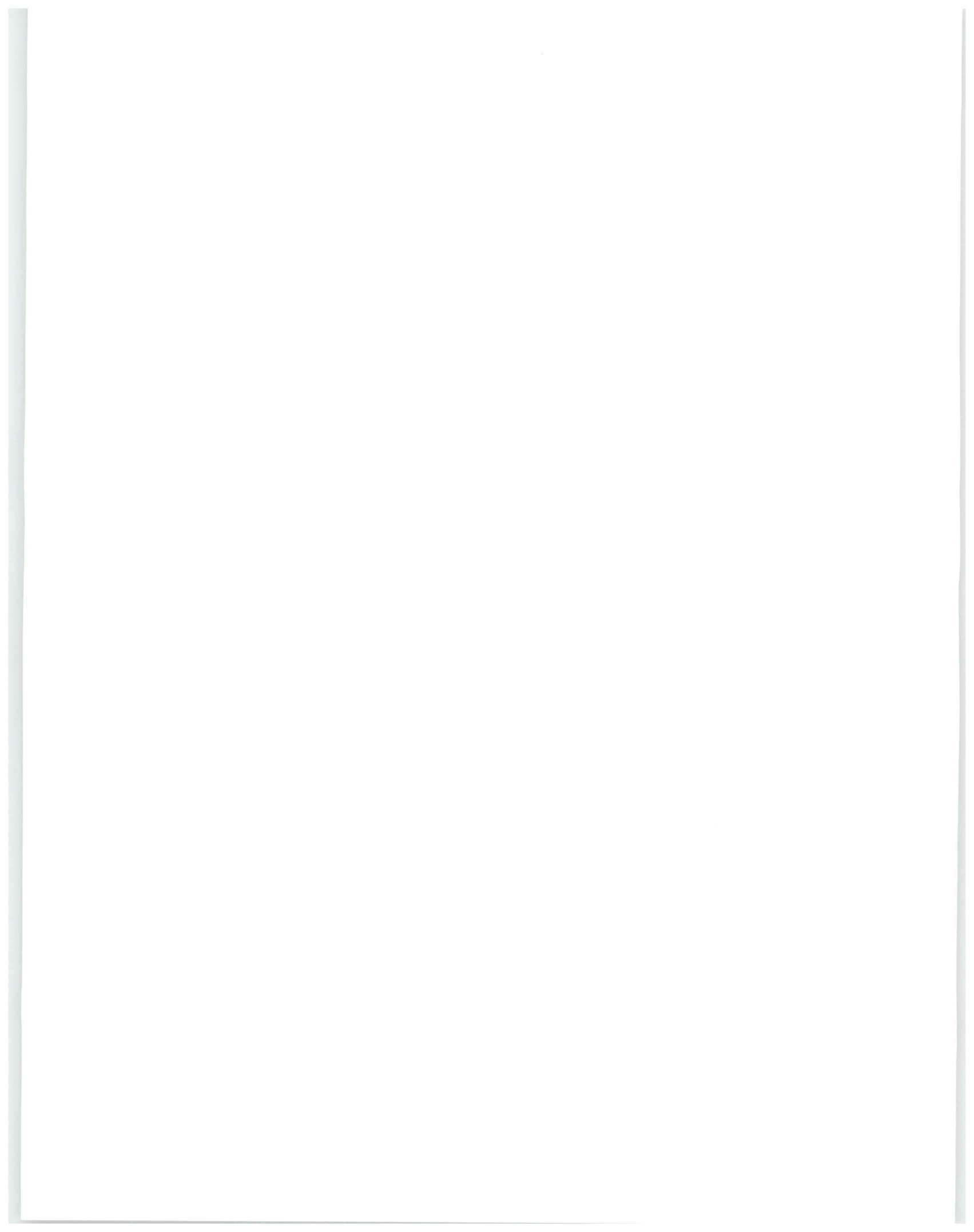
---

La Commission se réunit à 10 h 20 sous la présidence de Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), présidente de la Commission.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

Mme la présidente rappelle l'objet de la séance.

Pour donner suite à une demande de la Commission formulée lors de l'examen des rapports annuels de gestion à la séance de travail du 24 janvier 2006, le rapport d'enquête se rapportant à l'administration, à l'organisation et au fonctionnement de la Corporation d'Urgences-santé est transmis aux membres sous pli confidentiel.



## VÉRIFICATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

Une discussion s'engage sur les réponses aux questions transmises aux ministères lors de la dernière séance de vérification d'engagements financiers par la Commission, de même que sur les listes d'engagements financiers transmises aux membres pour vérification.

Les engagements financiers suivants sont considérés comme vérifiés par les membres de la Commission :

### **CONSEIL DU TRÉSOR**

*Code 160 : Décembre 2005 et janvier 2006.*

### **DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**

*Code 630 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 31 décembre 2005.*

### **MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

*Code 050 : Juillet 2005, octobre 2005, novembre 2005, décembre 2005 et février 2006.*

*Code 510 : Décembre 2005, janvier 2006 et février 2006.*

### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**

*Code 080 : Décembre 2005, janvier 2006 et février 2006.*

*Code 328 : Janvier 2006 et février 2006.*

### **MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**

*Code 010 Mai 2005 (amendé), novembre 2005 et décembre 2005.*

### **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS**

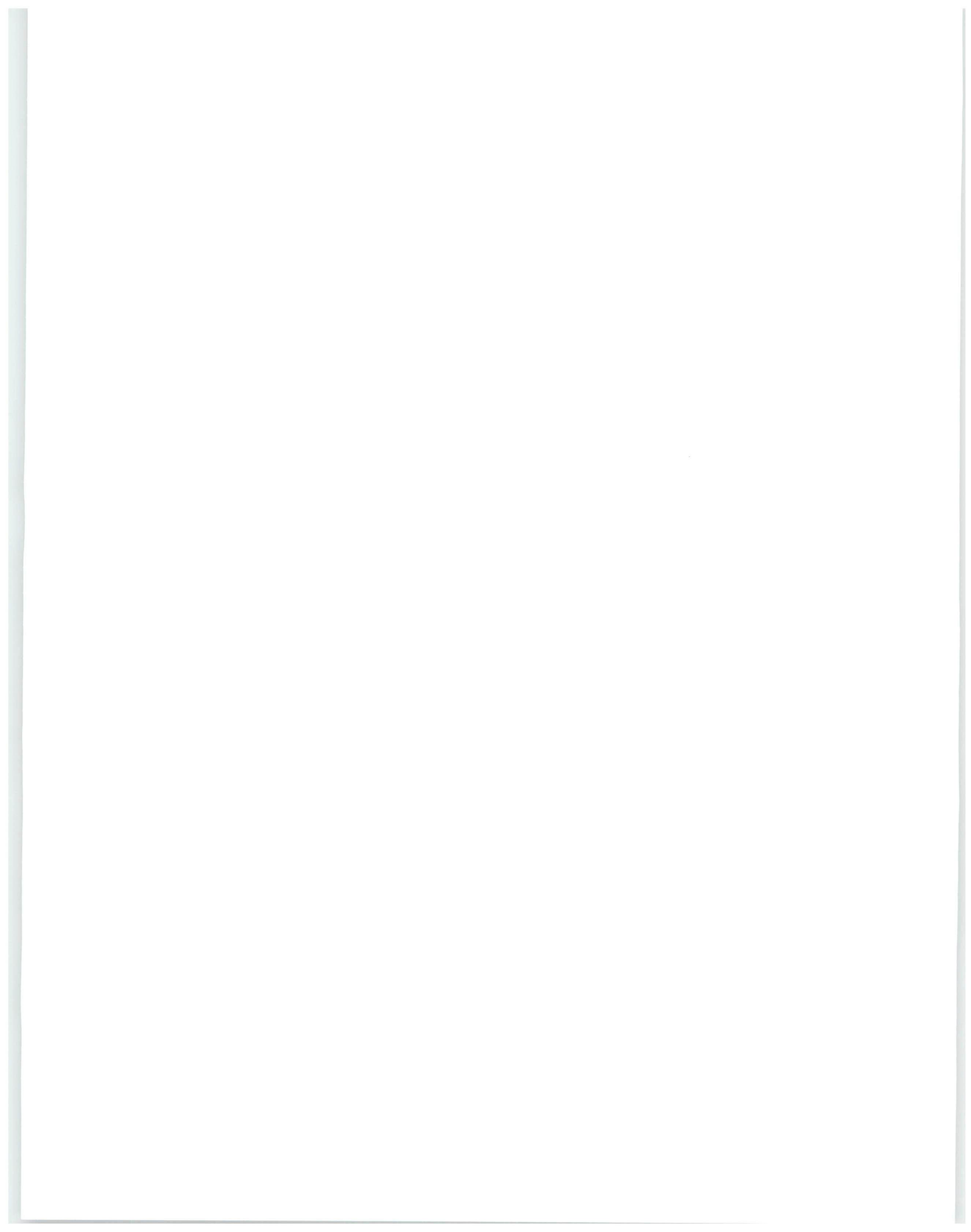
*Code 380 Juin 2005, décembre 2005 (amendé) et février 2006.*

### **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**

*Code 280 Septembre 2004, mai 2005 et octobre 2005.*

### **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU SPORT ET DU LOISIR**

*Code 350 Juin 2005, septembre 2005, novembre 2005 et janvier 2006.*



**MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

*Code 700-827 Novembre 2005.*

*Code 700-813 Décembre 2005.*

*Code 815 Novembre 2005, décembre 2005 et janvier 2006.*

*Code 801 Janvier 2006 et février 2006.*

**MINISTÈRE DES FINANCES**

*Code 210 Avril 2005.*

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

*Code 400 Septembre 2005 et janvier 2006.*

**MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**

*Code 55 Février 2005, avril 2005, mai 2005, juin 2005, juillet 2005, août 2005, septembre 2005, novembre 2005 et décembre 2005.*

**MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

*Code 600 (incluant les ministères 313, 802, 865 et 890) Avril 2004 (amendement), novembre 2004 (amendement), juin 2005, août 2005, décembre 2005 et janvier 2006.*

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

*Code 095 Novembre 2005 et janvier 2006.*

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

*Code 060 Mai 2005 (amendements), juin 2005 (amendement) et octobre 2005.*

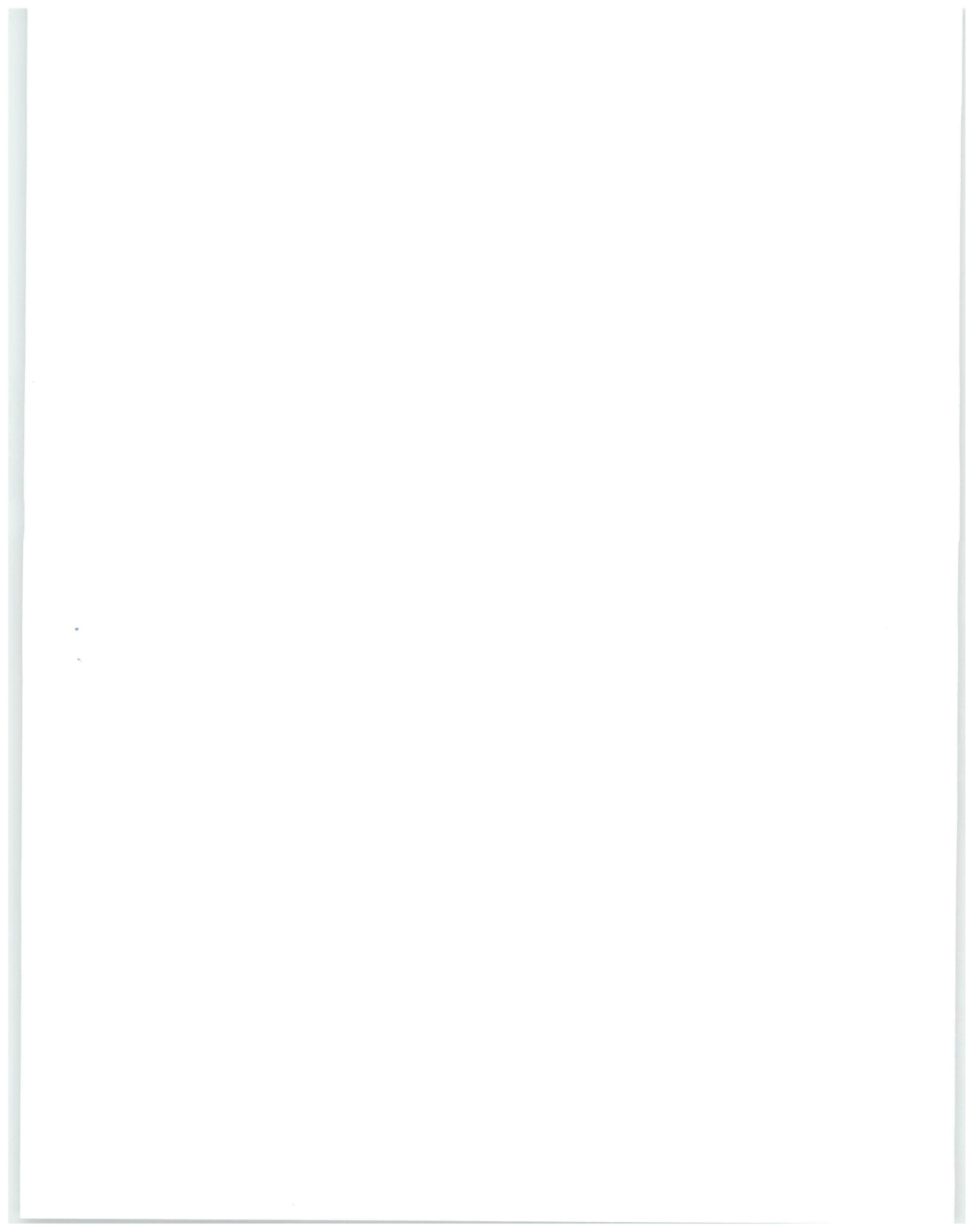
*Code 538 Décembre 2005, janvier 2006 et février 2006.*

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

*Code 040 : Avril 2004, décembre 2004, janvier 2005, décembre 2005 et janvier 2006.*

**MINISTÈRE DU TOURISME**

*Code 814 : Juin 2005, septembre 2005, octobre 2005, novembre 2005.*



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

Code 850 : *Octobre 2005 (amendement), décembre 2005, janvier 2006 et février 2006.*  
Code 807 : *Août 2005 amendé, janvier 2006 et février 2006.*  
Code 820 : *Janvier 2006 et février 2006.*

Il est convenu de tenir des auditions publiques pour la vérification des engagements financiers du ministre des Services gouvernementaux, de la ministre du Tourisme, de même que du Curateur public au cours des prochains mois.

À 11 h 55, la Commission ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de Commission,

  
Nancy Ford

La présidente de la Commission,

  
Rita Dionne-Marsolais

Québec, le 12 avril 2006

NF/DF

